

I nformations

C orrespondance

O uvrières

UNE REPONSE AU TEXTE

Ni oiseau dans l'air ,ni poisson dans l'eau
(Liasons n° 6)

SOMMAIRE

UN PROJET pour la plate forme d(I C O

QUELQUES CONSIDERATIONS sur l'Affaire Overmey

COMPTE RENDU de la rencontre de Boulogne sur Mer
avec des camarades de Solidarity.
Sur la situation anglaise et sur

l'intervention des groupes dans les luttes

TRACT pour le premier mai

PUBLICATIONS diverses.

LIASONS 7

LE NUMÉRO

mensuel

27 février 1972.

Comme le dit la sagesse populaire: "à quelque chose malheur est bon." Car, s'il est vrai que la réunion de décembre 71 - Le Gauchisme est-il mort, etc. fut, en elle-même, formellement, un échec, du fait de sa non-préparation, du vague du sujet proposé, du côté volontariste-optimiste (non culpai) de la convocation à cette réunion, l'important est de voir qu'il y a des retombées, que des copains ont rediscuté tout ça, rédigé des textes, dont ce Ni oiseau, dans l'air, ni poisson, etc. dont je vais essayer de parler, après l'avoir lu avec toute l'attention que méritent la réflexion et le travail groupés de camarades. Ça veut dire aussi que j'essaierai d'être le plus net possible, donc sans précautions de style excessives, afin d'éviter les ambiguïtés, les faux-semblants qui caractérisent trop souvent nos rapports.

Avant d'aller plus loin dans l'étude de ce texte, revenons toutefois une minute sur cette malheureuse réunion, car il semble effectivement y avoir bien eu ambiguïté quant à sa convocation. En fait, sous son titre volontairement miniplifié, donc provocateur, notre but (à nous les s'organismateurs) était de transformer cette réunion en une réaction contre un découragement, un amorphisme se faisant jour chez de nombreux camarades, trop nostalgiques, précisément, des jours de mai... Nous espérons, grâce à des exemples d'organisation décentralisée donnés en cours de réunion, d'expérience de groupes autonomes, montrer qu'il est aussi possible de s'organiser autrement que sur des schémas léninistes, ou anarcho-léninistes. Et c'est tout. Or, du fait qu'à I.C.O., comme ailleurs hélas! (le voilà bien notre optimisme!), la majorité des assistants a préféré s'en remettre aux solutions magiques des s'organismateurs plutôt que de préparer eux-mêmes - un bûche, un bout de papier, c'est concret et ça peut servir - la réunion, celle-ci a évidemment foiré de ce côté, et il ne pouvait en être autrement. Donc fois des discussions byzantines sur le Gauchisme (comme commencent d'ailleurs à le faire les copains "oiseau-poisson, etc." dans leur texte) l'intéressant n'étant évidemment pas là, mais dans le dépassement, la transgression - suivant un mot célèbre employé lors de la disparition de Noir et Rouge! - du sujet même par la dialectique d'une discussion sérieusement envisagée par tous. Point. Mais ça a l'air de se faire après, maintenant. Tentons donc d'avancer, on verra bien...

Au-delà du gauchisme proposé, les copains "oiseau-poisson" profitent de l'occasion pour repasser I.C.O. aux rayons X, parler de la lutte des classes, de nos tensions à l'intérieur même d'I.C.O. du fait des origines sociales différentes, tout cela débouchant finalement et inéluctablement sur le problème de l'organisation, éternelle question et pourtant de plus en plus brûlante chaque jour...

7 mars 1972.

Je reprends ce texte, commencé voici dix jours, en constatant qu'entre temps, à propos du "gauchisme" précisément, il "a'est passé quelque chose" comme nous disons à I.C.O.... Ce qui donne, entre autres répercussions, un éclairage nouveau au texte "oiseau-poisson" et à ma réponse, forcément, encore que je me refuse à céder à l'excitation qui va probablement saisir nombre de gauchistes après le "tube" fait par Overney (200.000 spectateurs) lors de son "One man show", magistralement organisé par la G.P. Circus and C^o: excitation qui sera d'autant plus activiste-triompaliste que le "découragement" des mêmes était grand voici deux semaines à peine... On retrouve ici le mouvement de pendule basé sur des pulsions, vraiment curieux chez beaucoup de révolutionnaires se réclamant du matérialisme, voire du marxisme (je ne parle même pas des anars où ce phénomène est quasi chronique chez pas mal de militants...) et contre lequel nous tentons de réagir, contre lequel la réunion avortée tentait précisément de réagir. Passons. Cette excitation se répercutera-t-elle à I.C.O.? J'espère que non, vu que notre rôle de "mouche du coche" (mot rageur d'un copain - d'ailleurs du texte "poisson" - après la lecture de notre tract du mat du 31 février aux obsèques d'Overney) nous préserve, ou devrait au moins nous préserver, de tels errements, non par plaisir d'être à contre-courant (sic) ou parceque nous sommes plus malins que les autres, mais du fait même de notre diversité, donc de notre possibilité de nous critiquer, donc de pouvoir garder la tête relativement froide...

possible. Parlant déjà des dites "pulsions", il m'est plusieurs fois arrivé, à l.C.O. d'employer le mot "impatience", encore récemment d'ailleurs, au cours de cette réunion sur le gauchisme. Or, curieusement, je constate que les staliniens emploient en jour le même mot envers les gauchistes, pour en tirer des conclusions) toutofoin (oui!). Cela dit, je crois qu'il s'agit d'un problème important chez les révolutionnaires, les deux principaux termes de cette impatience s'exprimant justement par l'excitation voire le triomphalisme ou au contraire par le découragement, la désespérance en période "calme" (tu parles!) avec toutes les sortes de ruyli accompagnant cette réaction. Dans tous les cas pourtant on retrouve la mystique de l'action: "alors, qu'est-ce qu'on fait? Eux font quelque chose, nous rien? Il n'y a plus rien à faire.... Et j'étais en Synovie centrale, je serais peut-être marxiste léniniste, etc."! Seulement on ne vit pas en Synovie centrale, mais en France, et, si on ne sait pas quoi "faire" ici où les fusils (les revolvers, non!) sont-encore-silencieux, ce n'est pas pour le savoir face à la répression armée, à moins qu'on aime ça, avec d'étranges conséquences sur le comportement politique des gens en question: on passera aisément d'une analyse libertaire au centralisme (because nécessité, pas?), pourquoi pas au stalinisme un jour, ou pire?

Employer le mot "impatience" est d'ailleurs restrictif, on devrait plutôt dire "crispation", car moi je trouve ces copains - dont les rédacteurs de "poisson-truc" - particulièrement crispés, mal dans leur peau, quoi! Qui de nous ne l'est pas, ne diras-vous, d'accord. Je veux dire mal dans leur peau sociale: "Suis-je étudiant? semi-étudiant? travailleur? intellectuel?", souvent mal, ou pas, intégrés dans les luttes - quotidiennes et grisétries, oui! - des travailleurs, d'où leur quête angoissée sur l'intervention (faut bien que je fasse quelque chose!) et sur leur appartenance à telle ou telle classe, avec les incohérences, les contradictions flagrantes qui en découlent, forcément...

Dans le texte "poisson-chose" je constate ainsi le besoin de simplification qu'exprime l'analyse des copains envers, par exemple, les "ouvriers" d'l.C.O. et leur position "spectatorielle" (sic) avec leur "rabâchage antisyndicaliste tous les quinze jours", tout ça opposé, mais cependant étrangement similaire aux positions des "étudiants-intellectuels-marginaux" formant l'autre partie d'l.C.O., et alien donc! On oublie ainsi de nous dire qu'il y eut, qu'il y a toujours, des discussions entre travailleurs mêmes d'l.C.O. sur l'intervention précisément, notre état de salariés, notre rôle de révolutionnaires, et qu'on n'est pas tous d'accord là-dessous, loin de là! Alors pourquoi baratiner? C'est de l'analyse politique cohérente, ça? Comme de dire que "l'on ferme les yeux sur ce qui me pousse" (p.9): moi je prétends justement que NON, qu'essayer des les ouvrir est très difficile, surtout de voir autre chose que notre propre cinéma (oui!) et que des copains travailleurs, comme d'autres à l.C.O., étudiants ou intellectuels-marginaux le font également. Qu'on ait la même vision, c'est autre chose, mais nous ne voulons pas être englobés dans le système, bien balancé et si pathétique à la lecture, mis au point par les camarades du texte en question. Il est possible que des membres d'l.C.O. ouvrent les yeux "plus ou moins régulièrement" (à l'image de leur participation à nos assemblées) qu'ils voient tantôt rose, tantôt noir, c'est leur affaire, mais qu'ils ne se justifient pas en pestant contre un ensemble de camarades multiforme, traversé de tendances (comme nos rédacteurs le reconnaissent eux-mêmes!) ensemble sur lequel ils rejettent inconsciemment, j'espère, leur crispation, leur mal de vivre. A la limite, ce genre de critique hargneuse peut aboutir à une démolition: je sais, détruire peut parfois être salubre, ça ne l'est pas forcément toujours. J'ai vécu la liquidation de NR il n'est pas nécessaire que ça devienne un tic...

J'en reviens au côté multiforme d'l.C.O.: c'est notre avantage, mais aussi notre danger, d'accord. Cela dit, ça nous permet donc d'avoir une vue diversifiée sur différents aspects de la société, sans privilégier forcément tel ou tel aspect. Je recommande ainsi que la vie et la lutte dans le boîtes ont, pour moi du moins, un rôle déterminant, sans nier du tout, pourtant, l'apport des luttes marginales et tous les problèmes de la culture, ou contre-culture. A ce propos crée-t-on pour autant "de nouvelles échelles de valeurs tendant à redéfinir le rôle de la lutte des classes dans la Révolution"? (p.3, texte "poisson") Non. Et cela devrait-il? Qu'y a-t-il d'extraordinaire pour des militants à faire ce boulot? On ne pourra créer en tout cas d'échelles de valeurs que s'il y a valeurs. Si celles-ci existent effectivement, je ne vois pas pourquoi des militants n'ac-

complètement pas ce travail de recherche, de révélation, comme pour tous les autres aspects de la lutte sociale. L'"invention" des luttes sauvages, de la concentration, par exemple, n'est-elle pas l'autre face d'une réalité comportant aussi la presse underground, la pop-music ou la défense des immigrés? Si, par contre, les dites valeurs sont créées de toutes pièces, elles disparaîtront rapidement et peu de temps sera perdu; alors? J'avoue ne pas comprendre les camarades sur ce point encore... Surtout qu'en page 8 de leur texte, il nous disent qu'une "lutte n'est pas plus réelle parce qu'il s'agit de proles" ou de toute autre classe d'ailleurs et que "toute lutte menée est réelle et intervient... dans le processus de développement social"; on est bien d'accord, les amis, alors où le bât vous blesse-t-il? Vous n'aimez pas qu'on aille "palabrer tous les quinze jours" (p.9) mais "palabrer" comme vous dites (merci pour les copains assistant ou participant à ces palabres!) n'est-ce pas (même un tout petit peu) tenter un début d'analyse de la "situation historique" comme vous le demandez? Vous cassez pas la tête, nous aussi on espère être "efficaces là où on peut l'être", mais ça ne pousse pas obligatoirement à faire des crises de nerf, ou à nous priver soit de bouffer ensemble après la réunion d'I.C.O., soit de nous coucher seul, ou à deux ou à plusieurs (y a des veinards!) ensuite. Que pourrait-on faire le samedi soir qui ne soit pas, selon vous, une "fuite en avant, surtout quand elle se fait aux dépens d'autres satisfactions" (c'est moi qui souligne!); nous retaper une autre réunion militante? Faire une barricade? Passer sa soirée à se demander ce qu'on est: mi-poisson, mi-oiseau, mi-bourgeois, mi-travailleur, un peu intellectuel sur les bords? Que suis-je, où vais-je, que fais-je...?

Dimanche 9 mars 1973.

J'étais bien parti, mais la fatigue m'a pris... je reprends, mais entre temps, le G.P. Circus vient de nous présenter sa nouvelle attraction, Nogrette, ce qui risque de freiner l'excitation dont je parlais au début de ce bloc-notes (c'est loin, déjà!) mais je ne vais pas recommencer ce pensum, qui sera peut-être ainsi plus vrai, pas "bien balancé" du tout et bordélique... bah!... aux copains de juger!) De plus et je viens de m'élever contre l'"analyse pulsion" c'est pas pour accrocher chaque réflexion, chaque jugement, aux basques de M. Loyal-Geismar, aux décisions purement d'états-majors (et là je rejoins complètement le tract "31 février" qui a parfaitement analysé les choses... mais peut-être n'aurions-nous pas dû prendre position lors de ces obsèques, y aller en spectateurs complets, ou ne pas y aller du tout, sous prétexte qu'on s'en fout? Et là, on aurait dû que nous ne "laissons" rien!), décisions prises par des "militants spécialisés" (oui) relevant du plus démentiel exemplarisme, cette mystique de l'acte exemplaire dénoncée par la plupart d'entre nous après le 22 mars et mai 1968. Mais il est vrai que les macs, voilà des gens qui "font" quelque chose, eux, de dur et pur militants revêtus du gros blouson de cuir, paraît-il prolétarien, mais qu'affectivement également et surtout (ceci entre parenthèses) les fafs... Bon passons. Marre des suppositions des exégèses - bravo! y sont gonflés, ça créera forcément une nouvelle situation objective; non y z'auraient pas du, ça fout en l'air tout le "succès" des obsèques d'Overney, etc. - suivant chaque clownerie, surtout que demain il peut y avoir un nouveau truc: c'est comme dans les feuilletons, à suivre... Peut-être après tout, veulent-ils faire remettre Geismar en tête, ça fera un autre martyr... Aussi on reviens-je plus modestement à nos "petits" problèmes.

D'ailleurs j'abrège et, comme les copains du texte "poisson-oiseau" j'essais une conclusion. D'accord avec vous sur ce que nous sommes (minorités révolutionnaires), avec nos divisions, nos contradictions, on l'a vu au cours de ces pages... C'est après que ça ne va plus. Et j'en étais resté là avant de reprendre ma plume d'ois. Oui,, je n'arrive pas à comprendre cette "fuite en avant" dont nous parlent les copains et surtout "aux dépens d'autres satisfactions". Moi je trouve qu'il ne faut pas, qu'il ne faut plus, se brimer soi-même: aliéné toute la semaine dans et par mon travail, dans et par ma vie quotidienne, une rencontre suivie de discussion entre camarades tous les quinze jours est pour moi une satisfaction (pas une autosatisfaction, hein?) Je me force pas... Personne n'est obligé de se faire chier, s'il se fait chier. En ce sens on privilégie, oui, son temps libre. Privilégier par contre les actions que nous ferons en tant que minorité révolutionnaire, ou suivant nos humeurs (pas le bol, ça peut plus durer, etc.) est tout autre chose. Être efficace, d'être-vous, suppose qu'on agisse et qu'on réfléchisse collectivement. Tout à fait d'accord (et on enfonce, je crois,

des portes ouvertes) à cette nuance près: je dirais qu'on réfléchisse et agisse collectivement, si possible bien sûr. Or que faisons-nous actuellement, ces écrits cette discussion ne sont-ils pas des éléments de l'échange demandé? Et c'est en cela que votre réponse, ce texte "ni oiseau, ni poisson", est intéressante et valable, même et surtout peut-être si nous nous accrochons durement (on n'a pas à être "gentils" les uns envers les autres quand on essaie d'aller au fond des choses...)

Je demande par exemple qu'on nous prouve en quoi la critique du leadership ne est "erronée" ainsi que celle de l'avant-gardisme et qu'on "hésiterait", nous, dans les boîtes (ou les étudiants) devant les initiatives nécessaires, limitées par nos propres critiques! Je rappelle aussi, je vous cite, le "sectarisme basé sur une différence de programmes". Alors, toute différence d'interprétation politique, de réflexion sur le syndicat et le syndicalisme par exemple ou les chapelles avant-gardistes est forcément et en réalité une histoire de différences de programmes? C'est se foutre du monde, les copains! Que nous propose-t-on alors pour obvier à notre "sectarisme": des alliances? des cartels avec les groupes centralistes-activistes du genre "Révolution!", le nouveau groupe qui, que (en attendant d'en dégouter un meilleur, plus efficace)? Personnellement je ne marche pas et la recherche et l'établissement de "relations horizontales" passent pour moi par d'autres voies, d'autres contacts, d'autres actions, ce que nous décoriquons souvent (sans en avoir l'air) au cours de nos "palabres" d'I.C.O., mais forcément c'est chiant, c'est pas encore la Révolution (même sans point d'exclamation) et on rabâche...

J'arrête là: merci aux copains du texte "poisson" d'avoir contribué à cette discussion. Puisse-t-elle se continuer, dure peut-être, mais claire, dans cette amitié dont travailleur et militant révolutionnaire j'ai besoin et dont je n'ai pas honte. Pour moi, rigueur dans l'analyse, échange et amitié sont indissolublement liés dans le renouveau du mouvement révolutionnaire.

C.L.

P.S.1 Pas parlé ici des S.O. car me suis déjà largement exprimé sur cette question dans ICO "Imagination, tactique et stratégie" à propos d'ordre nouveau (Palais des Sports, 8 mars 1971). De plus je suis complètement d'accord avec le tract du 31 février là-dessus...

P.S.2 Parlé de la G.P. Circus. (qui, ces mecs grisés par le "succès" des obsèques en "font" trop, en rajoutent (affaire Nogrette). Heureusement toutefois que de l'autre côté ça décoiffe aussi! (Voir les "gentils cadres" à la T.V., dans les camards, qui aiment et respectent l'ouvrier, etc.)...)

Projet de plate-forme

"Les camarades qui élaborent ce bulletin ne sont ni les penseurs de la classe ouvrière ni ses chefs éclairés et n'aspirent pas à le devenir. Aussi ce texte ne constitue-t-il pas un programme ou une plate-forme d'action mais l'état provisoire d'une discussion permanente que chacun peut remettre en question, en tout ou en partie"

ICO réunit des travailleurs qui n'ont plus confiance dans les organisations traditionnelles de la classe ouvrière, partis ou syndicats. Nos expériences nous ont en effet appris que leurs intérêts n'ont rien à voir avec nos intérêts de classe.

Le système d'exploitation capitaliste a connu un développement inégal, que ce système soit basé sur une propriété privée ou étatique des moyens de production, il se divise aujourd'hui en deux groupes :

-Pays ayant connu une révolution bourgeoise, qui ont réalisé l'accumulation primitive du capital et la révolution industrielle.

-Pays qui doivent encore faire face au problème du développement.

Dans les premiers :

Le système repose sur la libre disposition par une minorité de la plus-value extorquée aux prolétaires.

C'est pourquoi la lutte des classes se déroule avant tout là où cette plus-value est créée, c'est-à-dire sur les lieux de production.

C'est pourquoi, quoique puissent dire les idéologues de la bourgeoisie, l'exploitation va en se renforçant : travail un peu moins long mais beaucoup plus intense, paupérisation relative et absolue. (Après guerre le maintien très relatif du niveau de vie du prolétariat des pays développés n'a été obtenu qu'aux prix de l'emploi de main-d'oeuvre à meilleur marché : étrangers, noirs, ou travailleurs récemment prolétarisés et le chômage à grande échelle dans les pays du tiers-monde.)

C'est pourquoi toute diminution effective de la production ou toute augmentation effective de salaire et donc diminution de la plus-value du fait de la lutte des prolétaires remet en cause le système capitaliste en attaquant la base de son existence.

Dans les seconds :

Les bourgeoisies nationales tentent de développer l'industrialisation. Ayant combattu (ou combattant encore) le colonialisme sous un masque souvent socialisme, leur victoire met à nu leur objectif véritable : le développement de l'économie sur une base capitaliste conforme à leurs intérêts de classe. Ces pays ou bien réussissent et rejoignent le clan des pays industrialisés (jusqu'ici par la voie étatique) ou demeurent satellites des grandes puissances. Dans ce dernier cas, les luttes des exploités seront à la merci des interventions de ces puissances tant que ces dernières ne seront pas abattues par leur propre prolétariat.

En France et dans les pays industriels les ouvriers ont tout d'abord organisés leurs luttes sous la forme de syndicats. Aujourd'hui ceux-ci sont devenus les garants d'un système qui évidemment ne profite qu'aux exploités. Intermédiaires sur le marché du travail (capitalisme occidental) ou encadrement de la classe ouvrière pour la réalisation du plan (capitalisme oriental), ils servent d'auxiliaires aux classes dominantes. Coincés entre deux classes pour défendre leurs intérêts

d'appareils, ils jouent en tant que représentants reconnus de la classe ouvrière le rôle de tampon entre celle-ci et le capital. (Même si le capital n'hésite pas à les mettre au recard quand ils ont perdus toute confiance de la part de ceux qu'ils sont censés représenter ou si certaines circonstances exigent de s'en débarrasser.)

Autres organisations traditionnelles, les partis politiques de l'ancienne vague (PCF, PS, etc...) ou de la nouvelle (groupuscules) ne représentent pas plus que les syndicats les intérêts des travailleurs. Dirigés par d'ex-travailleurs pour qui un siège de parlement, voire de député, c'est toujours moins crevant que la chaîne ou l'atelier et par des intellectuels humanistes ou faussement désintéressés qui essaient de récupérer dans le mouvement ouvrier le pouvoir qu'ils ont perdu comme serviteurs du capital du fait de l'évolution de ce dernier, les partis n'aspirent qu'à exercer le pouvoir au profit du capitalisme privé, ou à renverser celui-ci pour prendre sa place.

Cependant lorsque le capitalisme est obligé du fait de ses contradictions d'aggraver lourdement l'exploitation, les prolétaires luttant pour leurs conditions de vie et de travail se heurtent à leurs "propres organisations" obligées de lutter ouvertement pour la défense d'un système sans lequel elles n'ont aucune raison d'exister. Les travailleurs doivent alors essayer d'organiser leurs luttes d'une manière autonome dans les grèves sauvages, occupations. La formation de comités de base, le refus de revendications catégorielles qui renforcent la hiérarchie et la division, les tentatives d'élargissement de la lutte ou au contraire de limitation pour en garder le contrôle, font que les travailleurs tendent de plus en plus à prendre en main leurs propres luttes. Le mouvement de leurs luttes les amène à remettre en cause la totalité du système capitaliste : propriété, état, salariat, hiérarchie...

Quelle est la place d'ICO dans cette tendance des luttes ouvrières vers l'autonomie ?

Tout d'abord la réalité de la lutte de classes, ce sont les luttes telles qu'elles sont menées pratiquement par les travailleurs en réponse à l'exploitation capitaliste, et non telles que le voudraient les professionnels de l'idéologie ou les spécialistes de la politique. Se pose alors le problème du rapport entre ICO groupe de travailleurs et l'ensemble de la classe ouvrière. Il ne saurait être question pour nous d'essayer de jouer le rôle de dirigeants ou de penseurs ayant tout compris et apportant leurs lumières aux masses, serait-ce par des actions exemplaires ou autres sortes d'actes d'élites éclairées ("impulser des luttes autonomes"). En dehors d'une période de lutte ouverte entre les classes (seule solution véritable aux problèmes posés) nous ne pouvons exercer que deux sortes d'activités :

a) informations :

nous nous tenons au courant des luttes auxquelles nous participons dans nos entreprises et de l'évolution en général de nos conditions de travail. Nous établissons des liaisons avec des travailleurs d'autres pays. Nous essayons de faire connaître les luttes que "l'information" passe sous silence ou falsifie.

b) aide pratique à des travailleurs en lutte :

nous sommes décidés à aider dans la mesure de nos moyens tous travailleurs en lutte qui nous le demandent, quelle que soit la forme qu'ils donnent à leur lutte.

Le mouvement ouvrier est la lutte telle qu'elle se produit avec la forme pratique que tentent d'imposer les travailleurs. Nous ne pouvons en aucun cas nous substituer à eux.

"L'EMANCIPATION DES PROLETAIRES SERA L'OEUVRE DES

PROLETAIRES EUX-MEMES"

"traditionnel mais toujours vrai"

"Pierre OVERNEY est mort. Cela aurait pu arriver à n'importe lequel d'entre nous. Qui ne s'est jamais heurté à la maîtrise, aux "gardiens" dans l'entreprise, aux appariteurs musclés dans les facs ou dans les lycées.

C'est le premier depuis mai 68, et il y en aura d'autres si nous laissons faire.

C'est pourquoi il est important qu'il y ait le plus de monde possible dans la rue. Mais c'est à nous tous qui sommes dans la rue qu'il appartient de faire que cet enterrement ne soit pas une de ces manifestations du culte de héros, chères à la bourgeoisie.

Non, il ne s'agit pas de l'enterrement d'un soldat connu ou inconnu suivi par des drapeaux rouges ou noirs, au lieu de drapeaux bleus blancs rouges, il s'agit simplement d'une manifestation de notre volonté de ne pas laisser faire ! Pierre Overney n'est ni un martyr ni un héros dont les Etats-Majors politiques doivent se disputer le cadavre pour s'en servir dans leurs magouilles, et dont on donnera le nom à une rue demain quand "on aura pris le pouvoir".

Pierre Overney est une victime d'un système qu nous réprouvons et que nous voulons détruire. Un point c'est tout. Et cela c'est ce que nous disons aujourd'hui par notre présence.

Mais que nous propose-t-on en fait sinon de suivre une manifestation dont les buts et l'organisation ont été décidés par ces Etats-Majors ?

-Qui est accourant de ce qui se dit réellement, de ce qui se négocie dans ces réunions entre leaders des organisations ? (12)

-Qui est au courant de ce qui se dit et de ce qui se négocie avec la Préfecture de Police ?

Personne, sinon une poignée de militants spécialisés. Les autres, c'est-à-dire nous, doivent faire confiance. Et d'ailleurs les douze organisations ont leurs services d'ordre sur place pour que cette "confiance" soit effective.

En mai 68 un courant autonome a relégué les groupuscules à leur véritable place: celle des courants organisés sans pouvoir réel sur l'ensemble des gens.

Aujourd'hui ces groupuscules prennent l'affaire Overney en mains. Ils encadrent, ils feront respecter l'ordre.

Leur excuse traditionnelle c'est d'éviter les provocations de neutraliser les "irresponsables" qui brisent les vitrines, etc...

-Qui peut croire qu'un service d'ordre puisse empêcher une provocation si elle a été décidée en haut lieu ?

-Qui peut croire que la police intervient parce qu'il y a trois carreaux brisés ?

En fait tout le monde sait qu'elle n'intervient qu'en fonction d'une stratégie élaborée par le pouvoir.

Provocation ou non, "irresponsables" ou non; elle trouvera toujours un prétexte pour intervenir, ou au contraire elle laissera faire si cela paraît tactiquement ou politiquement utile. (cf. ses interventions brutales avant même un incident, ou au contraire le pillage au quartier latin qu'on a "laissé se dérouler pendant deux heures sans intervenir")

LES SERVICES D'ORDRE DES GROUPES ORGANISES SONT LA POUR AUTRE CHOSE :

empêcher toute expression autonome ou spontanée de l'ensemble des manifestants, les canaliser vers les objectifs de leurs Etats-Majors, se servir d'eux comme masse de manoeuvre.

Car tous ces groupuscules voient la Révolution comme une guerre de tranchées. Ils veulent organiser une armée à opposer à une autre armée, bien disciplinée et obéissante.

AU CONTRAIRE NOUS AFFIRMONS QUE LA REVOLUTION C'EST LE MOUVEMENT AUTONOME DES TRAVAILLEURS, C'EST L'ORGANISATION, CE SONT LES BUTS QUE LES TRAVAILLEURS SE DONNENT EUX-MEMES.

Mouvement du 31 Février.

Lettre d'un camarade de Paris

du 11 mars 72

après la discussion d'ICO.

Autonomie des luttes ou lutte contre l'autonomie ?

Au cours de la dernière réunion d'ICO, les camarades ont discuté sur la signification à donner à l'enterrement de Pierre Overney. Un courant s'est dégagé pour dénier toute valeur à la manifestation sous prétexte, d'une part, qu'elle était "manipulée" et, d'autre part, que lorsqu'un obscur travailleur immigré se fait buter personne n'en fait grand cas.

Toujours pour ces camarades-là, la lutte se mène dans les usines et exclusivement dans les usines. Toute manifestation d'opposition qui sort de ce cadre est, à leurs yeux, suspecte, récupérée.

Je passe sur les magouilles groupusculaires qui ont pu avoir lieu et qui ont eu lieu. Ce qui me paraît significatif et important dans la manifestation du samedi 4 mars c'est que plus de 100.000 personnes soient venues défiler derrière le cercueil d'Overney spontanément. Je dis spontanément parce que personne ne me fera croire que ces gens-là aient été mobilisés par les groupuscules. La grosse différence avec les autres manifestations de cette taille c'est qu'il n'y avait pas de cars pour amener des fournées entières de militants de banlieue ou de province ; qu'il n'y avait même pas cette contrainte morale qu'exhale tout groupuscule, toute secte. Le moins informé des Marcelin sait que l'ensem-

ble des chefaillons de l'extrême-gauche réunis n'arrivent pas à mobiliser plus de 20.000 personnes dont plus de la moitié sont d'ailleurs des inorganisés qui pensent que suivre une manifestation c'est mieux, dans l'ordre du militantisme, que de rester chez soi. Même Krivine-le-cravatté ne pousserait pas sa mégalomanie jusqu'à prétendre que toute cette foule était venue à l'appel des lugubres litanies déversées par ses sonos.

Je crois que l'immense majorité de ceux qui étaient là était venue, non parce que la personne même d'Overney leur paraissait d'une importance particulière, mais parce que l'assassinat du jeune mao a été le couronnement d'une série d'actes de répression (contre la presse d'extrême-gauche, contre les drogués, contre les lycéens, contre les chevelus et contre les jeunes en général). Pierre Overney a joué le rôle d'un symbole : en lui on a voulu voir les milliers de victimes des bidonvilles, des flics, des patrons. On n'a pu se contenir et on est sorti dans la rue. L'enterrement n'a été qu'un prétexte et le beuglement des chefs groupusculaires n'est pas arrivé à masquer le caractère à la fois spontané et inorganisé de cette manifestation.

Les camarades qui ne veulent pas lui reconnaître ces caractéristiques sont ceux-là mêmes qui pensent que la lutte de classe ne se mène que dans les boîtes. Ils ont digéré, une bonne fois pour toutes, leur schéma d'autonomie des luttes et s'y tiennent comme à un évangile. Pour eux, le prolo une fois la grille de sa taule refermée ne peut plus contester, ne peut plus gueuler. Il doit rentrer sagement à la maison, perpétuer la famille patriarcale, accepter l'école qui abrute ses gosses, vivre au milieu d'institutions qui le répriment à tous les niveaux de sa vie. Hors de l'usine point de salut !

Au nom de quel texte sacré veut-on dénier à ce même prolo le droit de hurler dans la rue sa haine que la bourgeoisie ? pourquoi serait-il obligé de canaliser son énergie contestatrice dans le cadre du seul atelier ? Pour plaire à quelques copains d'ICO ? Pourquoi une lutte autonome dans la rue n'est-elle plus autonome ?

La lutte contre le système se mène tous les jours, sous des centaines de formes, dans des centaines d'endroits différents. Vouloir établir une cloison entre l'usine et le reste du monde c'est appauvrir cette lutte, c'est lui enlever sa propre spontanéité. Les grèves les plus violentes, depuis celles de 1905 en Russie jusqu'à celle de mai-juin 68 en France ont le plus souvent été précédées ou accompagnées ou suivies par des manifestations de rue, des sorties hors des boîtes. C'est le propre de toute fermentation révolutionnaire que de faire sortir les travailleurs de leur ghetto, d'abolir les séparations artificielles érigées par la classe dominante entre étudiants et ouvriers, entre ouvriers et paysans, entre jeunes et vieux, etc...ù

Je ne veux pas dire que la rue soit l'endroit privilégié pour la lutte. Mais je ne vois pas pourquoi exclure cette possibilité.

Les camarades qui enferment la lutte de classes dans des catégories fixes partent d'un dogmatisme qui n'a rien à envier à d'autres dogmatismes. L'autonomie dont ils sont partisans risque de devenir un autonomisme, un ouvriérisme et d'autres ismes encore. Et ils ne manqueront pas de glisser de l'autonomie des luttes vers la lutte contre l'autonomie.

Un camarade de Paris pensait faire une réponse au texte ci-dessus. Mais il lui semble que les événements qui ont suivi cette manifestation ont inscrit dans la réalité une réponse beaucoup plus évidente que celle qu'il aurait pu écrire sur ce papier.

"Contre la Manif du lundi 28 février 1972 à Charonne.

Je pense que la bande de types qui s'est bagarré à Renault-Billancourt contre les flics de la boîte n'offre aucun intérêt. Ce sont des ex-étudiants qui font de l'ouvriérisme comme les cathos la charité pour le Bangladesh. Ils sont parachutés et immédiatement récupérables par le capitalisme à 1.500 par mois, parachutés par le maoïsme qui, quel que soit le groupe concerné, ne fait qu'une collection de martyrs à partir d'actions suicidaires sous-développées. Sous-développées parce que, lorsqu'on prône la guérilla urbaine et la révolution cette année ou la prochaine, c'est con et dingue d'être incapable de descendre une demi-douzaine de flicailles. Pour résumer ma pensée : un flic en a eu marre de manquer de se faire casser la gueule par des mecs qui disaient vouloir lui faire la peau; il a pris une arme, il s'en est servi et ils ont détalé comme des lapins. Ça prouve simplement que les mecs en question sont incapables de passer à l'action violente clandestine.

Vis-à-vis des travailleurs dont je suis (au niveau enseignant, ceci pour les gars qui ne considèrent comme travailleurs que les ouvriers que décrit Zola) je me fous complètement du mec, du type qui a été tué. Son action, l'action qu'il proposait-l'anniversaire de Charonne- et la manif. proposée -encore à Charonne- sont des conneries. Pourquoi ne pas réfléchir ? Charonne c'est un anniversaire, un symbole à la curaille.

Cette manif est une manif d'initiés, de spécialistes des anniversaires. Un truc sensé, à mon avis, aurait été - au niveau des maos de Renault, de dire : "Charonne, c'était les flics, faire passer la colonisation qui continue toujours sous une forme plus cachée, c'est la hiérarchie, l'autorité brutale qu'il faut foutre en l'air où que nous soyons. Faites du X février une lutte contre les flicailles de la boîte" - au niveau des quartiers, on aurait pu proposer des manif ou des commandos pour assiéger ou attaquer les gendarmeries, les commissariats, les casernes en les bombardant avec des oeufs (si les maos ont des canons et des tanks qu'ils viennent aussi), en jetant des clous, coupant le téléphone, gaz, etc...

Reste, puisque tout cela c'est du vent, qu'est-ce que je fais par rapport à ce truc, lundi ? Je dénonce la connerie de cette manif, la mort du gars, plus victime de son groupe que du flic, l'urgence si on ne veut pas qu'il en arrive autant pour nous lors d'une St-Barthélémy gauchiste par les cocos, la droite, l'Armée du Salut, etc... de préparer des groupes de défense. L'Espagne, Pinelli sont morts pour rien si on ne modifie pas nos attitudes...

RENCONTRE DE BOULOGNE SUR MER

8-9 AVRIL 1972

Le texte qui suit est le compte rendu littéral de la rencontre, rédigé par un seul camarade, et non revu par les autres. Il comporte des oublis, des imprécisions, et certaines interventions ont pu être déformées. Il est diffusé tel quel par le canal d'I.C.O. LIAISONS, pour rectifications éventuelles par les participants, demande de précisions ou discussions par tous, propositions diverses en vue de l'élaboration d'un texte définitif - brochure - sur la situation et les luttes en GRANDE-BRETAGNE.

PARTICIPANTS:

ACTE ET PENSEE (Hollande): 1 (A)
I.C.O. (France) : 9 (I)
LIAISONS (Belgique): 2 (L)
SOLIDARITY (Angleterre)3 (S)

(pour plus de commodités nous mentionnerons les interventions par les lettres des groupes: A.I. L.S. suivies d'un chiffre pour désigner les différents camarades).

SEANCES DU SAMEDI 8 AVRIL 1972

ORDRE DU JOUR:

Au début de la rencontre, après une brève discussion, tous les camarades sont d'accord pour que les anglais fassent un exposé sur les luttes en GRANDE-BRETAGNE. D'un commun accord également (et pour des considérations de temps) la suite du débat sera consacré aux conséquences de ce développement des luttes dans les syndicats et les groupes anglais et plus particulièrement au sein de SOLIDARITY.

S.1 : il est impossible de donner une analyse complète de la situation sans aucune préparation. On peut seulement donner un aperçu des faits qui viennent à l'esprit. Les questions permettront ensuite de préciser tel ou tel détail ou d'approfondir tel ou tel point. Il faut regarder les luttes en fonction des analyses du capitalisme et cela conduit à une analyse des luttes. Un de ces problèmes concerne la crise et la question de savoir si oui ou non elle peut être résolue par le capitalisme. Nous pensons que le capitalisme a des

problèmes économiques importants actuellement, mais que dans les 50 dernières années il a subi des changements profonds et qu'il parvient à s'y adapter.

Pendant le règne du dernier gouvernement travailliste, le problème de la balance des paiements internationaux s'est trouvé posé par suite d'un accroissement très grand des luttes, en grande majorité des grèves sauvages. De plus, ces luttes se sont terminées par des victoires et le gouvernement travailliste a essayé de freiner les hausses de salaires. Mais il ne pouvait combattre les grèves sauvages que par une réforme visant à accroître le pouvoir des syndicats sur la base. Lors des discussions avec les syndicats, il n'y a pas eu d'accord mais une sorte de compromis devant prendre effet en deux stades: pendant une année les salaires seraient bloqués, et ensuite les augmentations seraient sérieusement contrôlées. Le gouvernement travailliste a mis au point un document "In place of strife" (à la place des luttes) dans lequel il posait l'alternative d'une législation destinée à renforcer les syndicats pour encadrer la base. Les travaillistes, et le ministre du travail, Barbara Castle, furent incapables de réaliser ce projet, et comme d'un autre côté les syndicats étaient impuissants à endiguer les hausses de salaires, cela précipita la chute des travaillistes et des nouvelles élections. Les conservateurs revinrent au pouvoir pour mettre en oeuvre une politique plus draconienne, d'où la loi sur les relations sociales. Entre temps, les choses avaient changé sur le plan international et l'économie mondiale; les conservateurs arrivant au pouvoir trouvaient une balance commerciale excédentaire. La politique du gouvernement dans l'immédiat fut d'arrêter le versement des subsides de l'état aux entreprises en difficultés pour contraindre les patrons à se moderniser.

Un des exemples les plus marquants concerne ROLLS ROYCE où le refus d'apporter un soutien financier entraîna la banqueroute de l'entreprise liée aux difficultés des usines aéronautiques américaines et notamment de LOCKHEED, auquel ROLLS ROYCE était lié. Sans entrer dans le détail des modifications du capitalisme en fonction des techniques, on va sauter la période qui s'écoule entre la déconfiture de ROLLS ROYCE et celle de l'U.C.S. (UPPER CLYDE SHIPBUILDING - chantiers de constructions navales de La CLYDE) pour examiner le cas de l'U.C.S. en profondeur.

Pendant cette période, le projet de lois sur les relations sociales était adopté par le parlement. La gauche traditionnelle lance des appels pour que les syndicats combattent ce projet. Elle l'analyse comme une loi anti-syndicale alors qu'en réalité cette loi visait au renversement du contrôle syndical sur la base pour servir les intérêts des patrons contre les ouvriers.

A : demande si le camarade veut dire que cette loi était dirigée directement contre les grèves sauvages.

S I : oui. Dans l'année précédant l'adoption de la loi, 95% des grèves étaient sauvages. A cause de cela il fallait renforcer le rôle des bureaucraties. Les conservateurs ne faisaient d'ailleurs que suivre les recommandations du document "In place of strife" mis au point par les travaillistes.

L.1: la gauche traditionnelle, tout en se rendant compte que le projet de loi était contre les grèves sauvages ne pensait-elle pas renforcer le pouvoir des syndicats en luttant contre le projet?

S.1: dans la tradition léniniste, l'action politique vise à renforcer le rôle des syndicats pour les transformer en syndicats révolutionnaires; pour eux, donc, combattre la loi anti-grève c'était bien viser à renforcer le pouvoir syndical. C'était donc une question de tactique. En fait, le gouvernement et les bonzes syndicaux avaient tous deux un même objectif: supprimer les grèves sauvages, mais ils divergeaient profondément quant aux méthodes pour atteindre ce but. Les bonzes syndicaux déclaraient: laissez nous faire, on s'en charge nous-mêmes avec l'appareil dont nous disposons. Le gouvernement répliquait: vous avez échoué, donc il faut mettre en place des formes différentes pour parvenir à ce but. C'est le gouvernement qui avait raison, les syndicats s'étant montré pendant de longues années totalement impuissants à endiguer les grèves sauvages et à limiter les augmentations de salaires, c'est-à-dire incapables de maintenir le prix de la force de travail tel qu'il était fixé dans l'intérêt du capital ce qui est la fonction primordiale des syndicats; au cours des années précédentes, ces augmentations s'étaient situées entre 15 et 21%.

L.1: est-ce que la loi anti-syndicale et la volonté anti-syndicaliste affirmée du parti conservateur s'exprimant dans le renforcement du contrôle syndical et celui des grèves sauvages (procédure d'arbitrage, etc..) ne risquaient pas de saper l'autorité des syndicats sur la base? En effet, dans le capitalisme libéral c'est une nécessité pour les syndicats de garder un lien de confiance avec la base pour conserver son efficacité dans la fixation du prix de la force de travail. D'autre part, n'y avait-il pas des attitudes différentes en regard de cette loi selon le niveau dans la hiérarchie syndicale?

S.1.: il a été dit qu'il n'y avait pas de division entre le gouvernement et les syndicats sur les objectifs à atteindre, mais division quant aux méthodes. Cela se situe au niveau élevé de la hiérarchie syndicale. Dans les échelons plus bas de cette hiérarchie, il reste beaucoup d'illusions sur le syndicalisme qui se retrouvent dans les appréciations sur le véritable caractère de la loi. Celle-ci pouvait donc être considérée à la base des syndicats de toute bonne foi comme une loi anti-syndicale. Les dirigeants au contraire, étaient bien conscients puisqu'au moment où le gouvernement a proposé sa loi, le syndicat a aussitôt proposé une politique de contrôle volontaire des grèves sauvages, ce qui fut refusé par le gouvernement.

S.2: il est certain qu'à l'échelon des délégués d'atelier, la menace sur l'organisation syndicale contenue dans la loi risquait d'entraîner un bouleversement de leur propre pouvoir et des rapports avec la base.

I- 1 et 2: le fait pour les syndicats d'être contraints de s'inscrire sur un registre, donc de se faire approuver par les autorités, donc de mettre le syndicat sous tutelle, donne à celui-ci la force de la société capitaliste, du gouvernement, et non plus la force d'adhésion au syndicat, une force propre. Le syndicat est de plus en plus intégré et dispose de plus de pouvoir "légal" sur les travailleurs.

1.3: il se pose ici un problème de tactique syndicale. En jouant un rôle trop ouvert dans l'intérêt du capital et sous la tutelle de l'état, le syndicat perd toute crédibilité auprès des ouvriers; le syndicat se trouve donc forcé de combattre pour garder un certain visage vis à vis de sa base; c'est pour cela que tout en sachant que la loi lui était favorable, le syndicat devait s'y opposer formellement et mener une campagne contre la réforme introduite par le projet de loi.

S.1: le capitalisme anglais est confronté à un problème difficile d'augmentations effrénées des salaires. Ces augmentations, dues à la combativité ouvrière à travers les grèves sauvages, constituent une menace au développement du capital en GRANDE-BRETAGNE, développement qui doit toujours se poursuivre pour rester au niveau du développement technologique. Cette adaptation est une nécessité absolue, et il faut toujours assez de profits pour les investissements nécessaires à cette évolution constante. En même temps, il est nécessaire d'avoir une main d'oeuvre plus mobile, plus contrôlable, moins capable de s'organiser pour combattre. Au cours des années passées, les augmentations élevées de salaires n'ont pas permis de dégager suffisamment de profits, et les luttes contre les fermetures d'entreprise freinaient la transformation des entreprises capitalistes

Ce qui se passe depuis 9 mois à U.C.S. exprime bien ce problème. Faute d'investissements suffisants, les chantiers navals ont dû s'adresser au gouvernement pour que celui-ci augmente son aide financière; en raison de l'opposition de la base, les chantiers étaient de plus en plus en retard en regard du développement technologique des chantiers étrangers. Faute de pouvoir licencier, accroître la productivité, réduire le montant des salaires, les chantiers ne pouvaient accroître leurs profits, donc accroître leur capacité d'investissements.

On ne peut comparer entièrement la situation entre U.C.S. et ROLLS ROYCE. Les usines ROLLS ROYCE (principalement orientées vers la production aéronautique) exigent de gros investissements à long terme et mettant en jeu des intérêts internationaux. A U.C.S., au contraire, il n'y a pas de liens internationaux, et tout se pose dans un futur immédiat; c'est pourquoi on parle tout de suite de licenciements alors qu'à ROLLS ROYCE ces problèmes sont liés à de longues négociations internationales. Il faut tenir compte aussi d'autres éléments: aux chantiers navals de LA CLYDE, il y a une forte emprise du P.C. non seulement parmi les shop-stewards mais aussi localement. Les deux principaux shop-stewards REED et AIRLIE, sont, l'un conseiller municipal communiste et l'autre secrétaire général du P.C. d'ECOSSE; le P.C. dispose donc d'une base réelle dans les entreprises et dans la collectivité. Cette situation particulière explique pourquoi aux chantiers navals le mot "occupation" ne fut jamais prononcé: qu'on enfanta pour les besoins de la cause le terme "work-in", intraduisible en français (littéralement travailler dedans). C'était bien la première fois qu'on faisait grève en travaillant avec plus d'ardeur que jamais.

1.1: demande si les manoeuvres syndicales ne viennent pas des différences entre les industries considérées. Les chantiers de la CLYDE sont de vieilles industries en perte de vitesse dans lesquels travaille une classe ouvrière plus organisée dans les syndicats ou les partis et ayant peu de positions de repli en raison du chômage qui sévit en ECOSSE.

S.I.: C'est juste, mais de plus, il faut voir aussi que la faillite de ROLLS ROYCE était impossible en GRANDE BRETAGNE, car on ne pouvait détruire ce qui était le symbole même de la domination capitaliste, de l'aristocratie en GRANDE BRETAGNE.

Tout au début à U.C.S., il semblait que l'accent soit mis quelque peu sur l'occupation. Mais le parti communiste anglais rappela ses militants à l'ordre: "attention, vous n'êtes pas en train de faire une révolution". A partir de ce moment, la situation fut entièrement retournée. Le P.C. développa les arguments suivants: si les chantiers sont en faillite c'est parce que les ouvriers ne travaillent pas suffisamment, c'est parce qu'ils sabotent la production, c'est parce qu'il n'y a pas de discipline. On va montrer au patron comment on peut organiser l'usine, et de fait, ils organisèrent le "work-in" pour continuer à sortir les bateaux en chantiers, d'une manière beaucoup plus draconienne qu'auparavant. Ce qu'ils ne disaient pas, c'était que depuis les 18 mois écoulés les effectifs des chantiers avaient diminué de 18% et la production avait augmenté de 25%. Il ne faisait donc que poursuivre et accentuer l'effort de rationalisation patronale arrivée certainement à un seuil limite. Mais ce qui était encore pis, c'était la politique adoptée à l'égard des licenciés. Le gouvernement continuait la mise en vigueur de son plan d'assainissement des chantiers, ce qui amenait le licenciement d'une partie des ouvriers; le comité des shop-stewards demanda à ceux-ci de continuer à travailler dans les chantiers avec un salaire réduit payé à l'aide de collectes dans toute l'ANGLETERRE; ainsi le syndicat des chantiers, c'est-à-dire le patronat pouvait obtenir une quantité constante de travail (et même plus importante avec l'accroissement de la productivité), donc réaliser des profits plus grands, une partie de cette main d'oeuvre étant pour lui purement bénévole et payée avec des "salaires" versés au titre de solidarité par l'ensemble de la classe ouvrière britannique. C'était là l'oeuvre du P.C. pour la gestion du capitalisme.

Après la première semaine, où se marquait une tendance à l'occupation, il n'y eut pratiquement aucune assemblée générale. Le "work-in" était dirigé par le comité des shop-stewards. Aux rares assemblées générales, personne ne pouvait prendre la parole. A SOLIDARITY on se demandait ce qui se passait, et on pensait qu'il devait bien exister autre chose. Il est difficile de croire qu'une telle occupation pouvait rencontrer un tel soutien. Quelques camarades décidèrent d'aller en ECOSSE, et c'est à ce moment qu'ils entendirent parler de l'usine PLESSEY où les ouvriers avaient décidé l'occupation, ceci seulement à une vingtaine de kilomètres des chantiers navals de l'U.C.S.

Les conditions de l'occupation à PLESSEY étaient totalement différentes de celles d'U.C.S. L'usine devait fermer et tous les ouvriers devaient être licenciés. Déjà, de 6 ou 700, les effectifs avaient été réduits à 200 ouvriers. L'occupation avait lieu 24h sur 24 et son seul but était d'empêcher tout transfert des machines complexes (c'est pour cela que l'usine avait été achetée). Pendant deux ou trois jours, les camarades de SOLIDARITY furent reçus par les ouvriers qui occupaient l'usine et ils purent se rendre compte des différences avec l'occupation à U.C.S. (voir à ce sujet l'article traduit de SOLIDARITY dans ICO N° 112-113).

Ces différences conduisirent à des conflits entre les ouvriers de PLESSEY et les dirigeants syndicaux d'U.C.S. Lors d'une manifestation de l'U.C.S. à GLASGOW, les ouvriers de PLESSEY se mêlèrent au cortège, mais ils ne reçurent aucun soutien

ils ne réussirent même pas à prendre la parole. Pour marquer leur volonté, ils débrièrent dans la rue, mais la manifestation contourna l'obstacle et continua. A la fin de la manifestation, ils voulurent déployer leurs banderoles sur l'estrade pour se faire voir, mais REED et AIRLIE, les leaders shop-stewards du P.C. d'U.C.S. les vidèrent sans ménagement avec menace d'appeler les flics.

Avant que l'usine PLESSEY ne ferme, les shop-stewards de l'usine avaient déjà pris contact avec toutes les autres usines du groupe et ils avaient eu la garantie que les ouvriers n'accepteraient pas de travailler sur les machines venant de l'usine d'ECOSSE. La lutte avait vraiment un caractère autonome. Les shop-stewards y apparaissaient vraiment comme des délégués ouvriers sous le contrôle total des ouvriers de l'usine. L'occupation n'a jamais été déclarée officiellement.

Tout dans l'usine était organisé par les ouvriers; rien n'y était en d'autres mains; elle n'a jamais été menacée par une intervention extérieure par crainte d'une escalade de la lutte car toute la communauté interne se trouvait derrière les ouvriers (autres usines, population, etc..). Si à U.C.S. une telle occupation eut existé l'évolution de la lutte eut été totalement différente.

Alors que l'usine PLESSEY en était à son 4ème mois d'occupation, une autre occupation se produisit à MOLD (nord du PAYS DE GALLES) aux usines ALLIS CHALMERS (machines agricoles) rachetées par un groupe américain, qui fermaient totalement en licenciant 120 ouvriers. L'occupation présentait là un caractère totalement différent; elle était le fait d'un simple service de sécurité et c'est un seul shop-steward qui arrangeait tout; notamment c'est lui seul qui alla à MANCHESTER discuter avec la direction.

C'est à peu près à ce moment également que commença l'occupation de l'usine FISHER-BENDIX près de LIVERPOOL. Cette usine fait partie du complexe industriel (THORN) comptant 77.000 ouvriers. A l'origine, l'usine FISHER-BENDIX comptait 2500 ouvriers qui en quelques années, se réduisirent à 600, par moitié hommes et femmes. Déjà en 1971, à la suite d'une grève de 9 semaines, il avait été obtenu pour des ouvriers licenciés des avantages supplémentaires. Les ouvriers avaient donc une expérience des luttes. Tout d'un coup, à la fin de 1971, la direction annonça la fermeture et cela produisit un choc. En même temps, elle avait le cynisme de demander un effort supplémentaire pour améliorer la production jusqu'à la fermeture de l'usine. Des divergences existent quant à savoir d'où vient l'idée d'occupation. Bien avant celle-ci, les ouvriers et les shop-stewards en discutaient et dans ces conditions, l'occupation apparaît avoir été préparée méticuleusement. C'est au cours de ces préparatifs, qu'il y eut à LONDRES une rencontre entre les shop-stewards de tout le groupe THORN pour qu'un appel soit lancé dans toutes les autres usines pour soutenir l'occupation de FISHER-BENDIX lorsque celle-ci commencerait. Les shop-stewards de l'usine obtenaient ainsi des garanties préalables, en même temps, ils se tenaient au courant de ce qui se passait à U.C.S., à PLESSEY, et à MOLD; ils avaient envoyé des délégations pour discuter dans ces usines des modalités réelles de la lutte et c'est alors qu'ils s'étaient décidé pour l'occupation. A l'intérieur de l'usine, bien qu'il y ait 6 syndicats différents, il y avait également des contacts étroits entre ouvriers et employés, ceci en vue d'établir une tactique à l'égard du patron: tout le monde se mit d'accord sur la nécessité de poursuivre les négociations avec le patron afin de donner à celui-ci l'illusion qu'ils acceptaient l'alternative du licenciement, et dans le même temps, préparer dans la coulisse, l'occupation.

Tout avait été fait en secret, bien que tout le monde fût au courant de la signification réelle des négociations. Comme il est habituel chez les patrons /court/de négocier pour/circuiter les luttes, ceux-ci pensaient qu'ils étaient tranquilles pour le moment puisque les négociations s'ouvraient. C'est au cours de celles-ci que 300 ouvriers se groupèrent en apparence d'une manière spontanée et marchèrent sur les portes des usines où ils confisquèrent toutes les clés et ensuite, avec les employés de l'administration, marchèrent vers la salle de réunion où se déroulaient les entretiens avec les patrons (l'idée de s'approprier les clés montre bien qu'il s'agissait d'une occupation concertée). A ce moment, les shop-stewards entrèrent dans la salle et le Convenor (shop-steward principal) déclara aux dirigeants présents: " puisque vous ne voulez pas que l'usine reste ouverte, on vous donne 10mn pour évacuer". Les patrons rétorquèrent qu'ils ne pouvaient pas quitter aussi vite. Le Convenor répliqua: " si vous n'êtes pas partis dans 10mn, nous ne répondons plus de votre sécurité ".

On peut arguer que tout ce déroulement ne fut pas complètement démocratique. En fait, il y eut beaucoup de discussions préalables avant la mise au point de tout le processus d'occupation mené effectivement par une minorité de shop-stewards; ceux-ci fixèrent la date et les modalités; mais c'est dans le déroulement de l'occupation que s'est produit en fait, les faits les plus marquants.

Aucun membre de la direction ou des cadres n'étaient présents dans l'usine. Par contre, tous les ouvriers étaient là, notamment aux meetings et les réunions du comité des shop-stewards avaient été étendues à tous ceux qui désiraient y assister; différents comités furent mis en place dans l'usine pour répondre à l'ensemble des tâches posées par l'occupation. Au 2ème jour de l'occupation, une assemblée générale fut convoquée par les shop-stewards et le comité des shop-stewards rencontra un soutien unanime; ce comité élargi fut élu comme un comité de grève. L'occupation fut organisée en quatre équipes de 6h avec des équipes de jour de 8h pour ceux qui ne pouvaient venir la nuit. Les divers comités s'occupaient des problèmes intérieurs, des liaisons; ils occupaient les bureaux de la direction où les noms avaient été effacés sur les portes et remplacés par ceux des comités. La cantine de l'entreprise (une officine privée) était organisée avec l'aide de collectes. Bien que les shop-stewards continuaient à tout dominer, ils ne le faisaient qu'avec une participation très active des ouvriers. En fait, on doit considérer cette occupation comme une expérience très originale. Les camarades de SOLIDARITY ont fait le tour des différents comités et les ouvriers montraient une fierté évidente à faire visiter l'usine et à montrer combien elle était propre. A la question " vous n'avez pas peur que la police intervienne", ils répliquèrent en montrant les lances à incendie braquées sur l'entrée de l'usine, et en nous disant qu'il y avait beaucoup de gars tout autour de l'usine (dans le complexe industriel de LIVERPOOL).

Lorsque nous avons proposé un projet de tract de solidarité aux shop-stewards nous avons eu un accord de la part d'un des shop-stewards, STAPLE, qui est un secrétaire régional du P.C.; cela avait une signification politique, puisqu'il déclara qu'il ne pouvait pas faire autrement qu'être d'accord politiquement avec une telle proposition puisqu'il était membre du P.C.; il montrait par là qu'il agissait non pas en tant que membre d'une organisation mais en tant que travailleur de l'usine détenant ses fonctions de shop-steward des travailleurs de l'usine (on peut ici mesurer la différence entre le P.C. anglais et le P.C. français).

Dans les réunions des assemblées générales, tout le monde assistait, y compris

les familles des grévistes; tout le monde avait le droit de vote en tant que membre de la communauté, mais malgré ce fait remarquable, on doit relever que d'un autre côté, les débats et les discussions étaient dominés par la tribune où siégeaient les shop-stewards de l'usine. Malgré tout cela, on peut dire que c'est la première fois en GRANDE-BRETAGNE que des ouvriers ont remis en cause le droit divin des patrons à décider de leur sort.

Bien qu'il y ait 6 syndicats dans l'usine, jamais ceux-ci n'ont pu jouer leur rôle autoritaire habituel. Ils n'ont pu reprendre ce rôle qu'une fois l'occupation terminée, occupation qu'ils n'ont d'ailleurs jamais reconnue officiellement.

Au début de la grève, la question de la révocabilité des délégués ne s'est pas posée, toutes les décisions étant prises à l'unanimité. Cela était dû au fait que des discussions avaient eu lieu préalablement. Mais cette "confiance" dans le comité des shop-stewards explique rapidement que ceux-ci ont commencé très vite à manipuler l'assemblée et les ouvriers en vue d'arriver à un compromis. C'est ainsi qu'ils ont proposé de faire connaître la lutte au Parlement, d'intervenir auprès de WILSON, député de la circonscription, cultivant ainsi le mythe du parlementarisme; en ce sens, leur intervention s'est révélée assez négative.

On peut bien sûr formuler des critiques personnelles sur les leaders; mais en réalité, on ne peut faire de tels jugements à l'égard d'une situation. C'est la situation actuelle du mouvement ouvrier en GRANDE-BRETAGNE et ailleurs, et il est inévitable d'en passer par ce stade là.

Le caractère autonome de la lutte apparaît pourtant dans d'autres faits. Après la signature du compromis et la reprise du travail, une autre occupation éclata au sujet d'un point peu clair du compromis concernant le réembauchage des 300 ouvriers; satisfaction fut donnée en quelques heures aux ouvriers.

x x

x

Il faut revenir à la lutte au niveau de la GRANDE-BRETAGNE tout entière. Au cours de l'occupation de FISHER-BENDIX, il y eut une manifestation à LONDRES à l'appel des syndicats contre le vote de la loi sur les relations sociales, qui regroupait près de 100.000 personnes. Le gouvernement fort de sa victoire dans la grève des postes (début 1971) voulait utiliser sa position de force contre les mineurs. Tout le monde pensait - y compris à SOLIDARITY- que la grève des mineurs serait une autre version de la grève des postes. Si les bonzes syndicaux appelaient à la grève seulement pour maintenir leur autorité sur la base, il apparut, dès l'appel à la grève, qu'une grande majorité de la population était solidaire des mineurs. Cela se retrouvait dans le ton de la presse. Au cours de la grève, des faits intéressants se déroulèrent. Il n'y avait pas eu de grève nationale officielle des mines depuis 1926, des grèves sauvages avaient bien éclaté et tendu à s'étendre, mais l'action des syndicats les avait toujours plus ou moins étouffées au niveau local. Au cours de toutes ces grèves, les mines étaient

toujours plus ou moins entretenues par les équipes de sécurité. Mais cette fois, sur 289 puits, 60 seulement furent entretenus, les piquets s'opposant à l'entrée des équipes de sécurité. Cela montre un état d'esprit totalement différent. Les mineurs s'en foutent de travailler dans la mine et de leurs outils de travail, et peu importe qu'ils travaillent ici ou là.

Il n'y avait pas de paye de grève, les mineurs ne touchant que les prestations chômage de la sécurité sociale; mais ce qui est nouveau, c'est que les mineurs ne se contentèrent pas de participer aux piquets et de rester chez eux, mais qu'ils utilisèrent l'argent des caisses syndicales pour parcourir le pays tous frais payés, et aller établir des piquets auprès des centrales électriques des dépôts de charbon, et même des raffineries de pétrole; ils le firent avec un succès énorme; c'est ainsi que des centaines de mineurs du PAYS DE GALLES descendirent jusqu'à LONDRES autour des centrales électriques, ou dans les ports de la côte, etc.. Ces piquets étaient totalement illégaux. En effet, les ouvriers des centrales électriques n'ont pas le droit de grève, mais cette action illégale rencontra un soutien massif des ouvriers des transports de charbon; il y eut des heurts violents avec les flics, et plus de 200 mineurs furent arrêtés. Finalement, devant le risque d'une explosion générale, c'est le chef de la police de BIRMINGHAM qui demanda à la direction la fermeture d'un énorme dépôt de charbon près de BIRMINGHAM où des affrontements violents avaient déjà eu lieu. Au bout de 4 semaines, la grève avait mis l'ANGLETERRE au bord de la crise. Lorsque la commission d'enquête commandée par le gouvernement, se réunit, les mineurs étaient en position de force: alors même que la négociation s'engageait, ils augmentèrent les piquets de grève; ils se permirent alors de refuser une offre de 18% d'augmentation qui était le double de ce qui leur était offert au début de la grève. C'est alors qu'eut lieu une entrevue entre HEATH, un conseil de Cabinet restreint et les leaders syndicaux des mineurs. L'offre d'augmentation de 20 à 22% - à peu près ce que demandaient les mineurs - mit fin à la grève. Ainsi une grève de quelques semaines avait mis à genoux un gouvernement qui se vantait de mater les ouvriers.

1,1 : il semble qu'il y ait eu une controverse sur la gravité/^{réelle} de la situation: ou bien les centrales électriques étaient obligées de s'arrêter, ou bien c'était une manoeuvre politique destinée à faire pression sur l'opinion publique; l'arrêt des centrales entraînait la mise au chômage de plus d'un million et demi d'ouvriers et cela pouvait créer une pression telle qu'elle retourne la population contre les mineurs et les oblige à céder.

S 1: la crise était réelle, et il n'y avait pas d'autre choix que de fermer les centrales. Les piquets de grève étaient très efficaces et bien organisés et il est peu probable qu'il y ait eu des trous importants dans tout le réseau qu'ils avaient tissé par toute l'ANGLETERRE. Les stocks de charbon étaient si faibles lors de la réunion de la commission d'enquête que dans les deux ou trois jours suivants, il aurait fallu environ un ou deux mois pour remettre en marche les centrales alors qu'à ce moment il suffisait d'une semaine. Le système de production avec les centrales thermiques est tel qu'elles peuvent assurer une production énorme si elles tournent à 100% mais si on abaisse cette production à 10 ou 20% il est impossible de les maintenir en activité et elles sont condamnées alors à un arrêt total.

Des questions politiques se sont posées à propos de la grève et on en a discuté

à SOLIDARITY. Si au cours de la grève, les mineurs avaient été plus avant, auraient-ils eu le pouvoir d'installer une crise telle qu'elle ouvre une situation révolutionnaire? Par exemple, si la troupe était intervenue. A aucun moment, cela ne s'est produit, bien que l'on puisse penser qu'il s'agissait alors d'une mise en question fondamentale du système, d'une menace profonde et réelle pour le système capitaliste anglais. Les mineurs n'en étaient pas conscients le gouvernement par contre, l'a bien vu et a agi en conséquence. Après la grève, HEATH a prononcé un important discours à la T.V. en dénonçant un double danger: d'une part la menace d'inflation, d'autre part la menace contre la société britannique, ce qu'il a appelé une "manière anglaise de faire", c'est-à-dire le pouvoir des patrons de décider. Il a vu réellement cette menace dans l'attitude agressive des ouvriers. Le gouvernement sentait qu'il ne contrôlait pas du tout la situation, mais ne voulait pas faire un pas de plus dans l'escalade (intervention de la troupe). Les syndicats ne le voulaient pas non plus.

A l'appui de ceci on peut citer l'exemple de ce qui s'est passé en ECOSSE. Des piquets de grève avaient été arrêtés. Les mineurs menacèrent les flics que si leurs camarades n'étaient pas libérés immédiatement, il se passerait quelque chose de sérieux dans la région. Le gouvernement jugea la situation assez grave pour déléguer un envoyé spécial en ECOSSE qui, en quelques heures, fit relâcher tous les mineurs arrêtés.

En conclusion, on peut dire que le gouvernement a bien vu qu'aussi longtemps que la grève reste au niveau revendicatif des salaires, elle ne constitue pas une menace pour son autorité; ce n'est que si, à la suite d'autres actions (par exemple, intervention de la troupe) la grève se déplace sur un plan plus politique qu'elle passe alors à un plan plus profond et menace le régime lui-même. Il importe donc au gouvernement de maintenir l'illusion que les revendications portent leurs fruits. La grève a mis en lumière la relation entre pouvoir et conscience. Les mineurs se sont rendus compte de leur pouvoir dans la lutte directe, mais ils n'ont pas été conscients de la nécessité de porter cette lutte sur un plan plus profond dans tout le système.

Cela rejoint ce qui a été dit sur l'occupation des usines. Il n'y a pas de mise en cause du système, et la satisfaction des revendications amène l'arrêt de la lutte.

On peut faire ici deux observations:

1°/ après la grève des postes, il y eut une désillusion, ^{générale} Un groupe comme BIG FLAME (groupe de LIVERPOOL, formé de maoïstes, tiers-mondistes, anarchistes, etc., anti-avant gardistes) déclara même que la grève était une idiotie complète. Presque tout le monde pensait que la grève des mineurs se déroulerait comme la grève des postes, mais elle a prouvé que si les ouvriers rejettent consciemment ou inconsciemment l'autorité des leaders syndicaux et s'organisent eux-mêmes, n'attendent pas des directives de l'extérieur, la grève prend une toute autre dimension et devient victorieuse.

2°/ C'est une leçon très importante que l'on doit rattacher à la situation actuelle du capitalisme anglais. En 1926 la grève générale de 750.000 mineurs dura 6 mois et se termina par une défaite totale avec des conséquences dramatiques. En 1972, 250.000 mineurs, en 6 semaines, mettent le gouvernement à genoux. C'est

que la nature du capitalisme a changé. Il est devenu plus vulnérable. Il y a une telle inter dépendance entre les unités de production qu'un mouvement important d'un secteur affecte toutes les autres unités de production. Les travailleurs disposent donc d'un pouvoir beaucoup plus grand. Un petit nombre d'ouvriers dispose d'un pouvoir plus important et en raison de cette inter dépendance du capital, a la possibilité de créer des liens entre les ouvriers des différents secteurs. Cela s'est vérifié au niveau de l'industrie automobile mais la grève des mineurs a élevé ces faits au niveau de l'état et fait la démonstration qu'on peut bloquer le fonctionnement de l'état d'une manière particulièrement efficace.

Si le succès est dû à la détermination des grévistes, il faut aussi le replacer dans le contexte politique affronté par HEATH: crise économique et politique, entrée dans le Marché Commun, négociations prochaines des tarifs douaniers du G.A.T.T. avec les U.S.A., situation en IRLANDE (en rapport direct avec l'utilisation de la troupe: 15.000 hommes en IRLANDE et à l'incertitude de sa loyauté en cas d'utilisation contre les mineurs).

Ici le camarade S.I répond à quelques questions précises:

- indemnité de chômage: les ouvriers mis à pied ou en grève touchent les indemnités de chômage payées par la sécurité sociale. En cas de mises à pied, dans certaines industries, des accords locaux peuvent prévoir l'indemnisation pendant quelques jours, mais en pratique, c'est le gouvernement qui paye avec les impôts, aux lieu et place de l'employeur.

tarif: pour une seule personne: 6 livres par semaine (80 frs); pour un couple: 10 livres par semaine (130 frs) et en plus le paiement du loyer.

- l'électricité en GRANDE-BRETAGNE: il n'y a pas d'alternative à la production de l'électricité avec le charbon. Les centrales au fuel sont peu développées en raison des ressources limitées en charbon et la transformation des centrales existantes supposerait de très gros investissements. Les centrales hydrauliques ne peuvent être développées car il y a peu de sites adéquats en GRANDE BRETAGNE. Quant à l'énergie nucléaire on doit faire face à des problèmes techniques qui ne sont pas résolus.

Reste la question du rattachement au réseau européen. Techniquement, cela fait partie de la stratégie capitaliste du Marché Commun. Il existe un câble FRANCE- GRANDE BRETAGNE entièrement utilisé à sens unique et insuffisant déjà pour compenser en marche normale (heures de pointe identiques). Il n'était donc pas utilisable pour pallier à des besoins très importants. D'autre part, une liaison efficace avec les réseaux européens risquerait d'entraîner des liens de solidarité importante des ouvriers européens: des fournitures importantes comme celles qui auraient été nécessitées par la grève des mineurs entraîneraient inévitablement des restrictions dans les pays qui devraient fournir le courant.

- la solidarité avec la grève des mineurs: les mineurs ont pu compter sur un soutien très actif des dockers, des conducteurs de camions, des étudiants et de toute la population en général. Les autres syndicats n'ont pas soutenu la grève, ils se sont contentés de donner à leurs adhérents des ordres de ne pas traverser les piquets de grève. C'est l'application stricte de cette consigne et son élargissement par la base (par exemple refus de transport du fuel) qui a apporté une aide solidaire efficace.

Il cite le cas d'un bourg du PAYS DE GALLES où les femmes de mineurs ont lancé un ultimatum aux commerçants pour qu'ils baissent leurs prix sous la menace d'un boycott présent et à venir ce qui a entraîné la capitulation des commerçants.

S I répond que ce fut un cas isolé parmi quelques autres et précise que les commerçants ont dû consentir aux mineurs des crédits à très long terme sans quoi ils n'auraient plus rien vendu. Il cite aussi l'occupation par les femmes, à plusieurs reprises, de bureaux de la sécurité sociale qui refusaient de verser les indemnités. Elles menacèrent de laisser les gosses dans les bureaux en disant "nourrissez-les vous-mêmes".

Il y eut quelques contacts internationaux au niveau syndical. Mais le problème d'une solidarité effective n'apparut pas nécessaire en raison du boycott total par les dockers, des importations de charbon.

Après la grève des mineurs, le gouvernement a mis l'accent sur le fait qu'il s'agissait d'un cas exceptionnel et qu'il n'était pas question de l'étendre aux autres secteurs. Il a rencontré un succès partiel dans sa tentative de ramener les augmentations au taux habituel par les négociations, mais il est des cas où cela n'a pas marché (la grève des chemins de fer qui s'est déclenchée spontanément après la rencontre montre la fragilité de la position gouvernementale et l'incidence de la grève des mineurs sur les luttes en GRANDE BRETAGNE.)

Une dernière grève toute récente dans le NORFOLK (N.E. de LONDRES), à FAKENAHM mérite d'être rapportée. Il s'agit d'une petite usine de chaussures employant 39 femmes et menacée de fermeture. Les femmes ont occupé l'usine avec leurs enfants et ont mis sur la porte la même bannière que les ouvriers de FISHER BENDIX "Under new management" (changement de direction). Au bout de quelques temps, elles ont pensé utiliser les machines et le cuir des stocks, à autre chose qu'à faire des godasses. Elles ont fait ce qu'il leur plaisait: des sacs, des ceintures, et avec un stock de vieilles peaux, des vestes, des jupes, etc.; elles ont annoncé qu'elles pouvaient produire à la demande, et elles ont vendu leur production à des prix au quart du prix normal. Cette entreprise dispose d'une autre usine de 600 ouvrières qui se mirent en grève, également avec occupation, mais leurs revendications furent satisfaites immédiatement. Les propriétaires de l'usine de FAKENAHM reçurent des offres de tiers leur proposant de racheter l'usine pour continuer la fabrication organisée par les filles qui l'occupaient. Actuellement 19 filles continuent l'occupation; cela ne pose pas de problèmes d'organisation vu leur nombre, la coordination est assurée par une seule d'entre elles; la population et la presse ont vu cette affaire avec une sympathie plus ou moins admirative, comme s'ils ne se rendaient pas compte de sa signification réelle, ou bien parce que cela correspondait inconsciemment à une tendance profonde.

Si de tels conflits peuvent se développer de cette manière, c'est aussi en raison du rapport de forces existant en GRANDE BRETAGNE, c'est-à-dire de tout le contexte social: à FAKENAHM les propriétaires essayèrent de faire couper l'électricité et le téléphone; les ouvriers qui vinrent pour exécuter les ordres furent reçus par les filles qui leur expliquèrent pourquoi et comment elles luttaient; les gars repartirent sans rien avoir fait. à FISHER BENDIX

et à PLESSEY les ouvriers qui coupèrent le téléphone vinrent ensuite d'eux-mêmes le reconnecter.

Ajoutons que les syndicats ont condamné violemment l'action des femmes de FAKENAHM. A aucun moment la police n'intervint; ceci malgré un jugement d'expulsion obtenu auprès du tribunal.

Un autre aspect intéressant des occupations s'est développé dans un secteur particulier de la construction mécanique (engineering) qui emploie un million et demi d'ouvriers. Les syndicats y sont très corporatistes car il s'agit en général, de syndicats de techniciens. Des négociations étaient menées au niveau national mais elles n'aboutirent pas et furent renvoyées à un échelon local. Quelques entreprises refusèrent d'ouvrir des pourparlers et les syndicats décidèrent d'engager une action pilote dans la région de MANCHESTER-LIVERPOOL. Leur projet était de lancer une grève perlée par le refus de suivre les cadences dans le travail aux pièces; les patrons menacèrent alors de lock-out. La réplique fut immédiate: 19 usines furent occupées par les ouvriers, avec différents aspects, souvent dominées par les syndicats, sans prise en mains réelle des usines; c'était plutôt une sorte de grève sur le tas, les services de sécurité continuant à fonctionner; dans certains cas, les grévistes demandaient 10.000 frs de plus par semaine (40% d'augmentation). Les petites entreprises ne peuvent pas faire face à de telles revendications et elles dépendent tellement de la concurrence qu'elles ne peuvent pas envisager une grève. Une femme patron a fait, dès le début du lock-out, appel au tribunal et a obtenu un ordre d'expulsion, mais il ne lui a pas été possible d'aller plus loin, la police voulant éviter toute confrontation ouverte. Les patrons ont donc été conduits à accepter l'ouverture de négociations à l'échelon local. Les syndicats en voyant la situation se développer de cette manière, se sont demandés s'ils n'avaient pas eu tort d'avoir rompu les négociations à l'échelon national. Ce développement autonome des luttes à la base témoigne d'une attitude ouvrière différente depuis la grève des mineurs. Jusqu'alors toutes les occupations s'étaient produites dans des cas de licenciements et de fermetures d'usines; cette fois il s'agit d'entreprises dont la situation n'est pas du tout désespérée, et l'autonomie se développe à propos de revendications de salaires, de conditions de travail. C'est donc dans un contexte tout différent que l'occupation intervient, dans une lutte très différente. Mais on retrouve une similitude avec les occupations dont nous avons parlé, il y a peu de participation, pas d'approfondissement de la lutte, pas de reprise du travail sur d'autres bases comme pour les femmes de FAKENAHM. De telles luttes, sous de telles formes, peuvent se développer, mais ce n'est pas une situation révolutionnaire. Il ne faut pas être trop optimiste. Même si dans une usine la production est recommencée par les ouvriers, cela est récupérable et peut simplement conduire à une exploitation plus rationnelle et plus rentable. Il faut toujours garder cela en vue. Toute lutte partielle, quelque radicale qu'elle puisse être, est facilement absorbée par le système.

I 3: en fonction des situations les travailleurs sauront bien ce qu'il faut produire, par exemple en mai 68 certains auraient produit des talkies-walkies; dans d'autres circonstances, ils pourront produire des fusils ou des barres de fer, etc..

S 1: ne pense pas qu'il faille répondre à la menace du fusil avec d'autres fusils. Les travailleurs doivent trouver leur propre méthode dans la lutte prolétarienne.

Les ouvriers n'ont pas besoin de fusils, mais ont leurs propres armes. Par exemple, en 68, à LISBONNE dans la grève des tramways, la meilleure arme des travailleurs dans la lutte n'était pas un fusil, mais seulement le refus de faire payer les voyageurs. Dans des événements de plus grande dimension, par exemple les mutineries de la marine en 1932, ou dans d'autres exemples en GRANDE BRETAGNE, en ALLEMAGNE, la lutte entraîne la décomposition des forces armées.

S 1: il ne faut pas éluder le problème de la rue. Il y a dans l'état une force des institutions hors des lieux de production, et tout cela ne va pas si é-crouler parce que les ouvriers occupent les usines. Ce n'est pas automatique, et il faudra bien lutter directement contre ces institutions.

S 1: Ce n'est pas une question théorique. On ne peut pas raisonner là-dessus il faut se référer à de nombreux exemples, par exemple celui de la révolution Russe. Chaque fois que la violence explose, la violence du pouvoir amène des travailleurs à lutter contre d'autres travailleurs, à se servir des armes, et cela peut se retourner contre le pouvoir.

A: c'est une opinion courante dans la "gauche" de considérer que les travailleurs auront besoin de fusils; cette opinion procède de l'idée que la lutte finale sera une lutte armée dans la rue. La lutte finale c'est la maîtrise de la production. La tactique militaire correspond à la société dans laquelle elle se développe. Dans la rue le prolétaire combat avec des méthodes de partisans. Là où DURUTI est victorieux les armées régulières (organisées par les stalinien les sociaux démocrates, etc..) sont battues.

S 1: il y a deux illusions dans la gauche; l'une qu'on peut se débarrasser du capitalisme par la loi, l'autre qu'on peut s'en débarrasser par une sorte de putsch militaire.

x x

x

On en avait marre de discuter; on s'est reposé en continuant la discussion en petits groupes. A la reprise, il y a un bref débat sur l'orientation de la discussion; diverses propositions sont faites compte tenu qu'il ne reste qu'environ une heure jusqu'au dîner.

A: après cet exposé concernant les luttes, et avec cet arrière plan, il pourrait être relaté les discussions entre BIG FLAME et SOLIDARITY, et sur les positions des autres groupes relatives à l'occupation de FISHER BENDIX, et de l'intervention des groupes dans les luttes.

L 1: doute de l'intérêt réel des discussions entre BIG FLAME et SOLIDARITY

A: pense au contraire que c'est important.

L 2: à partir de ce qui a été dit, ne serait-il pas possible de voir les traits communs de ces luttes et leur signification par rapport à toutes les autres luttes non seulement en GRANDE BRETAGNE et dans la période présente.

L 1: souhaiterait qu'un rapport soit établi entre la situation du capitalisme en GRANDE BRETAGNE et ce qui a été dit sur les luttes pour dégager les perspectives à court terme.

L 1: propose de comparer les luttes en GRANDE BRETAGNE avec celles des autres pays, notamment en ce qui concerne la politique des syndicats dans tous ces pays; il rejoint en ceci la proposition faite par A. dans sa lettre d'avant la réunion.

A: pense que les divergences entre les groupes en GRANDE BRETAGNE constituent un thème de discussions importantes qui intéressent tous les groupes, mais il y a d'autres opportunités de discuter de ce sujet. Il faut essayer dans le temps qui nous reste de discuter de choses qui nous paraissent les plus importantes.

Dans la lettre qu'il a adressée avant la rencontre, ce camarade se réfère à la dernière conférence de SOLIDARITY qui a eu lieu l'an passé à LONDRES, au sujet d'une question commune à tous les pays: celle de l'attitude des syndicats. A cette époque en ANGLETERRE ce débat était en rapport avec le vote de la loi sur les relations sociales. La question qui était débattue était celle-ci: faut-il dire aux ouvriers d'abandonner les syndicats lorsque ceux-ci sont complètement intégrés à l'appareil capitaliste? Un camarade de SOLIDARITY répond non. Ce problème se pose partout, et à mon avis on ne peut pas demander aux ouvriers de quitter les syndicats, malgré qu'il soit visible qu'ils sont intégrés à l'appareil capitaliste. En dépit de cette adhésion au syndicat, les actions des ouvriers dans leur lutte sont dirigées contre les syndicats et malgré cela, la réalité est qu'ils y restent. Ce que je voudrais savoir c'est pourquoi le camarade anglais a répondu qu'on ne pouvait pas demander aux ouvriers de quitter les syndicats. D'autres camarades parviennent aussi à la même position. Cette question se pose à tous les groupes qui regardent les syndicats sans aucune illusion. Les autres groupes parlent de la transformation des syndicats. Pourtant c'est impossible que le syndicat, instrument d'achat de la force de travail dans le capitalisme, puisse jouer un autre rôle. Dans les discussions avec les autres groupes on avance souvent l'argument que, puisque les ouvriers restent quand même dans les syndicats "maudits" c'est que ceux-ci peuvent être transformés. Dans les groupes traditionnels de la gauche, on pense ainsi contredire l'analyse du rôle des syndicats. Les faits que d'une part les ouvriers restent dans les syndicats et que d'autre part dans les luttes, ils se dirigent contre eux, ne sont pas du tout contradictoires.

L 2: A partir de ce qui a été dit en GRANDE BRETAGNE, le plus intéressant de ce qui se passe en EUROPE, c'est une certaine rupture et cela en rapport étroit avec les discussions sur le syndicat. Il est évident que la loi sur les relations sociales est faite pour renforcer le pouvoir du syndicat en tant que bureaucratie. Il tire maintenant sa force de l'appareil d'état. Tout groupe social dans la société capitaliste, dans une phase de lutte, ne peut que détenir sa force soit du pouvoir, soit du prolétariat. Le syndicat ne peut plus servir de tampon; il ne dispose plus d'autonomie relative. Si le syndicat veut conserver son efficacité il est obligé de devenir un organe au sens strict du terme, du système capitaliste

il est obligé de perdre sa crédibilité auprès des masses de ne plus tenir son pouvoir en tant que représentation du prolétariat, mais en tant qu'organe du système en fixant le prolétariat sur le lieu de travail. L'exemple de l'U.C.S. est particulièrement intéressant. Le syndicat prend le relai comme appareil de développement des forces productives. Même le réformisme devient impossible.

On peut se demander si à ce stade, il n'y a pas de groupes qui tendent à remplir ce rôle tampon, par exemple les shop-stewards en ANGLETERRE, les groupuscules gauchistes en FRANCE, etc.. C'est un problème qu'il serait intéressant de développer.

x x

x

A ce moment s'amorce un débat assez large, mais assez dispersé sur le syndicat, les camarades français voudraient amener une comparaison entre la situation en FRANCE (rôles respectifs de la C.G.T. et de la C.F.D.T.) et en GRANDE BRETAGNE. Ce qui amènerait à développer parallèlement à l'analyse de la situation anglaise une analyse semblable de la situation en FRANCE. Il est trop tard pour entamer un débat aussi vaste. Il peut se poursuivre par lettres, ou textes, ou faire l'objet d'une nouvelle rencontre (interventions de L 1- 1 5 - 1 2- A - et 1,1).

x x

x

SEANCE DU DIMANCHE 9 AVRIL 1972

A : propose de discuter des groupes en GRANDE BRETAGNE, dans le sens précisé ci-dessus.

S 2 : serait intéressé par ce qui se passe en BELGIQUE, en HOLLANDE et en FRANCE. Les camarades sont intéressés par ce qui se passe en GRANDE BRETAGNE; il y a effectivement un changement d'état d'esprit, mais il faut se garder des illusions sur les occupations.

L 4 : a l'impression que si on raconte ce qui se passe en FRANCE, cela peut être d'un moindre intérêt pour les camarades anglais, car cela se réfère à des situations déjà vécues en GRANDE BRETAGNE au cours des dernières années

S I propose de faire brièvement un exposé sur les débats entre les groupes en GRANDE BRETAGNE et d'examiner ensuite si ces divergences se reproduisent dans d'autres pays.

L'ensemble des camarades est d'accord pour discuter de ce problème.

S.I: cela ne surprend personne qu'il y ait des divergences; c'est normal entre tous les groupes qui essaient de clarifier et d'expliquer les situations et les luttes. Ces divergences ont toujours existé plus ou moins mais n'apparaissent dans toute leur ampleur que lors de la confrontation avec des problèmes réels. C'est ce qui s'est produit entre BIG FLAME et SOLIDARITY et au sein même de SOLIDARITY, à propos de FISHER BENDIX. Ces divergences politiques existent depuis longtemps et on a essayé de les clarifier. On n'a jamais considéré ceux avec qui on discutait ainsi comme des ennemis, mais comme des copains avec qui on pouvait travailler. Il y a toujours beaucoup de confusion au sujet de la question: qu'est-ce qu'un groupe et comment peut-il intervenir dans la lutte de classe. A SOLIDARITY, on a toujours essayé de développer une critique totale de la société et du capitalisme, on a essayé de comprendre la nature réelle des luttes et d'adapter l'activité du groupe à l'évolution. Chaque fois que quelque chose semble neuf dans les luttes des ouvriers, on essaie de donner la priorité à l'analyse: un exemple de ce développement est donné à U.C.S., PLESSEY, etc.. Il apparaissait nécessaire de dire quelque chose sur ces luttes. Les camarades se trouvant sur les lieux mêmes de ces luttes n'étaient pas capables pour des raisons particulières qu'on ne peut développer ici, de faire cette analyse. C'est dans ces conditions que des camarades de LONDRES ont été amenés à se rendre à GLASGOW, avec des camarades de MANCHESTER pour se rendre compte, et ensuite, comme ils estimaient avoir quelque chose à dire, de faire une brochure, ou de faire des tracts en collaboration avec les ouvriers. C'est exactement ce qui avait été fait auparavant, dans la grève des postes. A PLESSEY, les ouvriers n'avaient jamais eu de contacts avec des groupes politiques d'une manière permanente. La situation était différente à U.C.S. en raison de la position de force du P.C. A PLESSEY, le matin même de l'occupation, il y avait beaucoup de monde aux portes de l'usine. Nous avons demandé à voir les shop-stewards. Ceux-ci ont accepté, ils nous ont raconté ce qui se passait et nous leur avons proposé de les aider. Cela contrastait avec les autres groupes venus pour placer leur littérature. Nous n'avons pas essayé de discuter longuement avec les ouvriers, car nous pensons qu'une aide plus précieuse consiste à donner de la publicité à leur lutte. On a proposé de faire un tract opposant les luttes à U.C.S. et à PLESSEY, et on a fait un projet. On est retourné à GLASGOW avec ce projet sur lequel les ouvriers de PLESSEY sont tombés d'accord. Quand nous sommes revenus pour distribuer les tracts, ils les ont pris et fait eux-mêmes la distribution. Ce n'est pas seulement avec les shop-stewards que nous avons discuté; par exemple, un ouvrier qui avait ses idées bien à lui, à un moment a écarté les shop-stewards en déclarant: " ils ont des idées déformées, nous allons vous raconter ce qui se passe à la base".

Quand l'occupation à FISHER BENDIX a commencé, nous avons procédé de la même façon. Le GROUPE SOLIDARITY de MANCHESTER (à 35 km de KIRKBY où se trouve l'usine de FISHER BENDIX) ne voulait pas laisser l'occupation se développer sans prendre contact. Un camarade de LONDRES et deux camarades de MANCHESTER ont, à la suite d'une discussion dans le groupe SOLIDARITY, été à l'usine occupée. Lorsqu'ils se sont présentés, on leur a demandé leur carte syndicale, et sur présentation de celle-ci on les a laissés entrer. On a eu alors la même approche qu'à PLESSEY c'est-à-dire avec les shop-stewards et les ouvriers.

Retrospectivement, on pense qu'on a commis une erreur. Alors que nous discutons dans l'usine, une communication téléphonique de BIG FLAME proposa d'envoyer du matériel de sérigraphie. Nous avons su alors que BIG FLAME était déjà en contact avec les ouvriers de l'usine, et c'était évidemment idiot de ne pas avoir pensé à contacter ces camarades auparavant. Avec les notes que nous avons prises et les discussions dans le groupe de MANCHESTER, nous avons décidé d'écrire un article pour SOLIDARITY, qui, en raison de sa longueur, est devenu ensuite une brochure sous le titre même que les grévistes avaient mis à la porte de l'usine: changement de direction (UNDER NEW MANAGEMENT).

A SOLIDARITY, on a discuté du contenu de la brochure qui ne contenait pas d'analyse politique, mais une simple description des faits pour faire connaître ceux-ci. Quelques camarades de SOLIDARITY NORTH-LONDON ont critiqué la relation en la jugeant trop optimiste, et il fut convenu qu'ils écriraient un commentaire pour la fin de la brochure pour atténuer cette impression, en soulignant les dangers des perspectives qu'ouvrait l'occupation d'usines dans la situation présente. Ceci fut accepté car chacun considérait que c'était nécessaire. Une fois l'ensemble du texte écrit, nous sommes retournés à FISHER BENDIX pour avoir l'accord des ouvriers, ceci 10 jours après le début de l'occupation. C'est dans ces conditions que fut tirée la brochure, dont 100 exemplaires furent envoyés gratuitement à l'usine FISHER BENDIX. Antérieurement, LIVERPOOL FREE PRESS avait publié une version de cette lutte et nous avons utilisé ces matériaux pour la rédaction de la brochure. BIG FLAME par contre n'avait rien publié.

Avant que la grève de FISHER BENDIX se termine nous avons reçu une lettre de BIG FLAME avec une affiche ayant trait à la grève. La lettre disait qu'aller deux fois en observateurs à l'usine ne qualifiait pas les camarades de SOLIDARITY de NORTH LONDON de faire une analyse de ce qui se passait. Eux, au contraire, étaient en contact direct avec les ouvriers de FISHER BENDIX. L'intervention de SOLIDARITY avait miné l'autonomie des ouvriers et renforcé le rôle des syndicats, ceci parce que le texte avait été écrit par des gens qui n'était vraiment pas au courant. Tout était faussé parce que les camarades de SOLIDARITY auraient uniquement parlé avec des shop-stewards. Ceci était faux, car nous avons discuté avec au moins une dizaine d'ouvriers de l'usine.

BIG FLAME avait basé son accusation sur le fait que l'occupation aurait été déclenchée spontanément par 18 jeunes ouvriers, mais ils n'apportaient aucune preuve de ce fait. Peut être des ouvriers jeunes ou vieux ont agi spontanément mais tout montre dans le début de la grève que l'occupation fut une action concertée. Ce qui est rapporté dans la brochure de SOLIDARITY semble bien basé sur ce qui s'est réellement passé.

BIG FLAME disait dans la lettre que SOLIDARITY ne savait pas comment intervenir dans les luttes et avait agi d'une manière "criminelle". Quelques camarades de SOLIDARITY ont réagi violemment. Plusieurs membres du groupe étaient conscients que les divergences politiques entre les deux groupes étaient mises en lumière par un conflit réel. Ils ne voulaient pas réagir d'une façon émotionnelle et discutèrent pour qu'une réponse politique soit faite à la lettre de BIG FLAME. Cette réponse prit la forme d'une brochure " SOLIDARITY et les NEO-NARODNIKS" Ce nom emprunté au groupe populiste de la Russie d'avant 1914 caractérise non seulement BIG FLAME, mais beaucoup d'autres groupes y compris certains groupes de SOLIDARITY.

Au même moment, le groupe de MANCHESTER tenait une conférence sur les problèmes d'animation de quartiers (associations de quartiers, actions pour le logement, etc..) domaine d'activités très importantes en GRANDE BRETAGNE, y compris les CLAIMANTS' UNION (Association de défense des chômeurs). Cette réunion n'était pas restreinte au groupe SOLIDARITY; il y avait notamment une délégation de BIG FLAME. Après le début de la première séance, la brochure ci-dessus fut distribuée. BIG FLAME voulait introduire ce problème dans la conférence, ce qui fut refusé, car ce n'était pas le sujet de celle-ci. De plus s'ils voulaient en discuter, ils devaient d'abord lire la brochure. Dans un souci de conciliation, on eu la réaction idiote de proposer une réunion le samedi soir à 20h, pour discuter du problème soulevé par la brochure; il y avait 40 participants, dont tous les membres de BIG FLAME (10); le reste était formé des différents groupes de SOLIDARITY (NORTH LONDON- MANCHESTER- SWANSEA, etc..). Sans discuter d'un ordre du jour, BIG FLAME entra tout de suite dans la discussion, et on les a laissés faire, toujours dans un esprit de conciliation, ce qui encore une fois, était plutôt idiot. Tout d'abord ils ont lu une lettre d'un ouvrier de FISHER BENDIX. Il apparut, après des questions, qu'on pouvait douter de l'authenticité de cette lettre, et dès que cette lecture commença, les questions fusèrent, notamment des camarades de MANCHESTER qui étaient bien au courant de la grève à FISHER BENDIX. Qui avait pu convoquer la presse et la T.V., dès le premier jour de l'occupation, si celle-ci avait été spontanée? Au fur et à mesure que les différents points de la lettre étaient mis en question, BIG FLAME admettait que c'était une erreur et l'atmosphère était de plus en plus tendue. A ce moment, les camarades de MANCHESTER quittèrent la réunion, et la tension devint encore plus grande. Les camarades de SOLIDARITY NORTH LONDON commencèrent alors à attaquer vivement le groupe de BIG FLAME. Peut être parce qu'ils avaient une plus grande gueule, et une plus grande expérience de la parole, ils réussirent à les écraser. Les autres membres de SOLIDARITY, qui étaient plus ou moins en accord avec BIG FLAME ne disaient rien; ce sont ces camarades qui, après la réunion, ont dit qu'on avait traité BIG FLAME d'une manière dégueulasse, et qu'ils ont refusé d'écouter les critiques. D'une certaine façon, pour quelqu'un qui n'était pas au courant des rapports entre BIG FLAME et SOLIDARITY, la réunion pouvait aussi paraître dégueulasse. Cette séance s'est terminée de cette façon. La conférence de MANCHESTER se produisit le jour suivant, sans qu'aucune autre référence soit faite à cet affrontement.

Plusieurs camarades de GLASGOW ont réagi violemment à la critique faite à BIG FLAME, et ont écrit une lettre reprochant aux camarades de NORTH LONDON de ne pas écouter les critiques, et demandant que des discussions soient engagées avec BIG FLAME. Dans cette lettre on sentait que ces camarades n'avaient pas lu, ou n'avaient pas compris, les problèmes politiques soulevés dans la brochure susvisée. Des camarades du groupe de LONDRES sont allés à GLASGOW pour discuter avec le groupe SOLIDARITY et quand ils sont revenus, on s'est bien rendu compte que les camarades de GLASGOW n'avaient pas compris ce qui s'était passé, et que la lettre qui avait été envoyée reflétait la position d'un seul camarade.

Les groupes de SOLIDARITY sont autonomes, et ont le droit de prendre des positions divergentes. Le groupe de SOLIDARITY NORTH LONDON est tout autant autonome et a le droit de publier une brochure. Une discussion suppose donc un examen de tous les matériaux, et il importe de situer les faits à un niveau politique si on ne veut pas que cela tombe dans la querelle de chapelle. A travers les attitudes personnelles qui ont pu apparaître au cours de ce débat, il faut bien voir les divergences politiques avec le groupe de LONDRES, notamment sur la critique du développement du capitalisme moderne.

Deux groupes proches de BIG FLAME, le groupe de SWANSEA et le groupe d'OXFORD, sont en contacts avec BIG FLAME; ils ont des rapports entre eux, ce qui est bien. A la suite de ces discussions, les groupes de GLASGOW et d'ABERDEEN ont décidé d'organiser une conférence sur le problème de l'intervention, à laquelle participeront les groupes SOLIDARITY, BIG FLAME, et différents groupes anarchistes. Personne n'a d'objection de principe à ces réunions, et on attend la date de celle-ci. Cette question de l'intervention des groupes est importante, et il faut que la discussion sorte des groupes SOLIDARITY. Cela peut être très utile, mais une fois de plus, tout ceci est un exemple concret de ce que le développement de la théorie révolutionnaire ne peut se faire qu'à l'aide de problèmes concrets et à l'occasion d'événements précis. Le groupe de LONDRES est tout à fait prêt à entendre des critiques, mais pas du tout prêt à essayer d'établir des formules de compromis sur des questions de principes. Ce qui est fondamental, doit être réglé par tous les groupes révolutionnaires, par des discussions soulevées par les problèmes concrets.

S 2: une précision doit être apportée sur l'intervention de SOLIDARITY dans les luttes: quand on retourne auprès des ouvriers, avec un projet de tract ou de brochure, c'est pour avoir leur opinion sur les faits relatés, mais pas sur l'analyse et sur les positions exprimées par les camarades de SOLIDARITY.

I 2: déclare son accord avec S.1 au sujet de l'intransigeance que l'on doit montrer quant aux principes. Il est d'accord avec la critique sur BIG FLAME et sur le fait qu'on doit écarter tout le contenu émotionnel de cette affaire. Mais il pense qu'il doit y avoir aussi autre chose qui mette en cause un autre principe: est-ce que certains groupes SOLIDARITY ne sont pas excédés par la manière dont les problèmes théoriques sont posés de façon autoritaire?

I 5: BIG FLAME est composé de jeunes, et est-ce que précisément cela n'explique pas la manière autoritaire qu'emploient les militants plus âgés à leur égard?

A: n'est pas du tout intéressé par des problèmes de comportement. Il pense que la discussion doit se situer à un tout autre niveau. Il voudrait raconter ce qui se passe en HOLLANDE, car derrière cette histoire, il y a une expérience générale et fondamentale.

I 2: pense que cet affrontement entre SOLIDARITY et BIG FLAME c'est effectivement un problème qui se pose à tous les groupes, mais la manière brutale de certains camarades ne contribue pas à éclaircir ce débat. S.1 en convient.

A: deux choses importantes doivent être dégagées du rapport de S.1 sur les critiques faites à SOLIDARITY:

1°/ le volontarisme de BIG FLAME c'est-à-dire le désir d'agir immédiatement en montrant sa participation à la lutte de classe, comme si toute activité était une "bonne" activité.

2°/ quel est le vrai caractère d'un groupe révolutionnaire, et quelle doit être la position de groupes, comme ceux dans lesquels nous sommes, vis-à-vis des luttes qui se déroulent dans la société. Il voudrait illustrer cela par l'expérience qu'il a vécue en HOLLANDE.

L 1: la notion d'intervention n'est-elle pas identique pour tous?

A: il s'agit là d'une question fondamentale, celle du rapport entre les groupes et la lutte de classe.

S. 1: si les types qui ont kidnappé NOGRETTE pensent qu'ils ont fait une action révolutionnaire, doit-on à cause de cela, s'abstenir de les critiquer?

A: en HOLLANDE, nous avons eu une même expérience que celle de SOLIDARITY NORTH LONDON avec BIG FLAME. Il est juste de qualifier une telle attitude par le terme de néo-narodniks. Les narodniks représentent la fin d'une période dans les luttes sociales de la RUSSIE, mais l'expérience qui se déroule actuellement dans les groupes divers (BIG FLAME, ou des groupes comme FORCE DES TRAVAILLEURS en HOLLANDE, ou d'autres groupes en ALLEMAGNE et en ITALIE - POTERE OPERAIO, MANIFESTO, les MAOS,) tout cela marque la fin d'une autre phase des luttes sociales.

L 1: BIG FLAME est très différent du MANIFESTO.

A: ils présentent la même position fondamentale qui consiste à opposer son désir à la réalité sociale, au lieu de considérer cette réalité sociale. C'est là une chose importante qui distingue des groupes comme les nôtres de toute la gauche traditionnelle, et que l'on retrouve dans le problème de l'intervention dans la lutte de classe.

En HOLLANDE, se sont des problèmes qui sont évoqués depuis longtemps. Comme en GRANDE BRETAGNE, mais à une échelle plus réduite, il y a des grèves sauvages et une lutte autonome des travailleurs. La lutte de classe n'est pas quelque chose de tranché, blanc d'un côté, noir de l'autre, mais c'est une réalité complexe. Et c'est cette formation, et toutes les conséquences qu'on en tire qui distingue notre attitude de celle des néo-narodniks. Lors de la dernière grande grève à ROTTERDAM, on voyait bien les différences entre l'intervention des autres groupes et celle de groupes comme le nôtre. Des groupes de tendance maoïste avaient formé un comité Pouvoir Ouvrier; ce groupe qui comportait effectivement quelques travailleurs du port, s'est présenté aux ouvriers comme la direction de la grève en avançant le slogan: " il faut que la lutte de classe soit autonome". Chaque jour, ils tiraient des tracts en faisant croire qu'ils étaient faits par les ouvriers eux-mêmes, mais dans lesquels était développée une certaine opinion sur la lutte de classe. On se trouvait donc en présence de mots d'ordre imposés de l'extérieur aux grévistes.

S. 1 exactement ce que BIG FLAME fait.

A: les critiques que l'on peut faire doivent s'appuyer sur la théorie. La défaite de la grève de ROTTERDAM fut causée par cet ensemble de faits, notamment que le comité de grève n'était pas élu par les ouvriers, mais formé par des groupes extérieurs.

A est interrompu par plusieurs camarades: l-1, l 2 et l 4, et la discussion finit par préciser, à l'approbation de tous, que ce problème a un aspect dialectique.

On ne peut pas dire exactement que la lutte de classe connaît des défaites à cause de l'activité de certains groupes; si l'action des étudiants, maos, ou autres groupes, peut jouer un rôle dominant dans la grève, c'est le signe que les travailleurs eux-mêmes ne dépassent pas un certain stade dans leurs luttes et font confiance à ces groupes. C'est donc ce niveau même de la grève, de la conscience ouvrière, qu'exprime l'intervention des groupes et en retour on peut dire que cette intervention des groupes bloque certains développements de la lutte et peut effectivement expliquer son échec. Il n'y a donc pas opposition entre les positions exprimées, mais celles-ci sont complémentaires.

S. 1 on trouve fréquemment exprimée dans les groupes l'idée que les ouvriers ont besoin d'une aide extérieure d'individus qui doivent conduire les ouvriers, même si la réalité est complexe. Si on sait ce que pense la gauche traditionnelle dans son intervention, on ne voit pas encore clairement quelle sera l'attitude des groupes au cours des luttes. Les membres de ceux-ci croient encore malgré ce qu'ils disent, que les ouvriers peuvent être manipulés dans un certain sens, ils ne renforcent pas la confiance des ouvriers en eux-mêmes, mais reviennent finalement aux positions des avant-garde traditionnelles. Ils croient dire ce que pensent les ouvriers, mais en réalité c'est ce qu'ils pensent eux-mêmes. Ils croient hausser le niveau des luttes, mais ils en ignorent pratiquement tout. Si l'on regarde l'intervention des groupes, en ALLEMAGNE des années 1920, croient-ils que cette intervention a élevé le niveau de conscience devant la montée du fascisme? Ce sabotage de l'activité autonome et la substitution à cette activité d'une autre forme de direction à longue échéance, devient une mystification et n'introduit pas la démocratie, malgré des slogans du genre: " rendre les syndicats démocratiques".

I -1 : Quel est le rôle d'un groupe comme SOLIDARITY?

S-1: SOLIDARITY est un petit groupe qui existe maintenant depuis 11 ans. Par son activité, notamment par la production de brochures, il a contribué à mettre au grand jour, les problèmes ignorés par toute la gauche traditionnelle. On a ainsi contribué à des transformations importantes dans plusieurs domaines: on a réécrit une nouvelle approche de la révolution russe, on a abordé des sujets comme le conditionnement, l'aliénation, domaines importants non seulement ignorés des groupes traditionnels mais qui traduisent le renforcement de l'idéologie bourgeoise dans le processus de démocratisation. L'activité du groupe a été soutenue dans toute une gamme d'orientations diverses: interventions dans les luttes (C.N.D.), campagne contre les logements, grève des bus, dockers, postes, occupations. Il a essayé de montrer, bien sûr avec quelques erreurs, les différentes attitudes de la base dans la lutte de classe et les tendances à l'autonomie et à l'autogestion. Cela représente l'effort de quelques personnes, mais ses répercussions dépassent largement le cercle du groupe. Ce type de politique est discuté par des centaines de milliers de gens dans le monde entier; c'est ainsi qu'on peut définir une intervention qui a une toute autre signification que l'intervention des groupes traditionnels pour lesquels la lutte de classe consiste à aller d'actions en actions, comme si chacune d'elles contenait le début de la révolution. Il semble que nous soyons actuellement au début d'un processus, et il est essentiel d'aller trouver les travailleurs en lutte sur les lieux de production, et par les discussions, de leur faire prendre conscience de leur propre réalité, et non de chercher artificiellement à élever leur niveau de conscience. La lutte de classe est un processus très complexe auquel on ne peut substituer une simple analyse partielle d'un simple aspect de la lutte. On ne peut espérer faire progresser que d'une manière totale, et si on ne progresse pas d'une manière totale, les choses finissent par évoluer

sur des positions sans aucun rapport avec la réalité.

L-1 : plutôt que le refus d'une analyse correcte, ne s'agit-il pas d'une incapacité due à une position de classe venant de l'origine petite bourgeoise, et de la difficulté d'être autre chose que des léninistes?

S-1 : tous les étudiants ne sont pas nécessairement comme cela. D'une manière générale, les étudiants et les intellectuels ont une contribution importante à apporter s'ils prennent la peine de définir la nature de cette contribution. Si BIG FLAME, par exemple, voulait tenter une analyse réaliste, ce groupe pourrait trouver un vaste champ d'intervention réelle et non un activisme de surface. Aucun groupe d'ouvriers ne refuse l'aide des étudiants. Les mineurs en grève ont été hébergés par les étudiants. Que des intellectuels viennent discuter avec les ouvriers est bien admis: ils ont la possibilité de faire des recherches, ils ont l'expérience d'écrire, ils ont des possibilités matérielles. Ils peuvent contribuer à répandre partout les informations données par les ouvriers. Il y a même des situations où les intellectuels eux-mêmes peuvent participer à la lutte.

I-1 : Est-ce que ce n'est pas ce que faisaient les Narodniks en RUSSIE?

S-1 : non: ils se présentaient comme une direction de rechange en disant aux ouvriers ce qu'ils devaient faire.

A : les Narodniks opéraient dans une société agricole et paysanne; les néo-narodniks opèrent dans une société industrielle moderne. Je suis d'accord avec S-1, les Narodniks étaient plus justifiés quant à leur relation au contexte social d'alors que les néo-narodniks d'aujourd'hui ne le sont quant au contexte actuel.

S-1 : si l'on va sur un plan plus profond on trouve exprimée dans les positions de ces groupes, une différence d'intérêt de classe entre les ouvriers et les intellectuels. Derrière cette attitude, il y a le même concept que derrière l'attitude des néo-narodniks. C'est l'idée qu'il faut transformer la conscience pour abolir la société. C'est une idée très simpliste.

A : les narodniks avaient devant les yeux une certaine conception de la révolution ouvrière. Le groupe n'est pas intéressé par la lutte de classe quotidienne. C'est pourtant là l'élément moteur qui transforme la société. La révolution ouvrière n'est pas consciente. L'idée que la lutte de classe conduit à la révolution de la même façon que s'est produite la révolution bourgeoise est une pure abstraction. Les ouvriers luttent de par leur position de classe dans la société mais non pas guidés par un idéal.

I-3 : les luttes ne sont pas autonomes parce que l'avant-garde existe et les impulse mais parce que ce sont des travailleurs qui les mènent eux-mêmes.

A : on retrouve ici la relation dialectique déjà évoquée.

S-3 : l'intervention des groupes est possible parce que le niveau des luttes

n'atteint pas un degré suffisant d'autonomie. Mais cette intervention bloque le développement autonome et l'échec apprend aux ouvriers à trouver eux-mêmes d'autres formes de luttes.

A : tout cela se produit en même temps par la lutte, et la transformation de la conscience se développe dans cette lutte.

x x

x

La fin de cette discussion a été assez passionnée et des interventions ont pris le caractère de dialogue. Il n'a pas été possible de transcrire tout, et les camarades participant à la réunion, voudront bien corriger ou compléter. Cette question de la conscience et de sa transformation peut d'ailleurs faire l'objet de plus grands développements - pour tout participant ou non -

x x

x

La plupart des camarades français durant repartir à ce moment de la discussion. Les restants ont continué les échanges. A eux de compléter.

Rien n'a été fixé pour poursuivre dans des textes et dans d'autres rencontres.

Les camarades français pensent que d'autres rencontres pourraient avoir lieu, la prochaine par exemple avant les vacances d'été. Avec d'autres participants, si possible.

-:--:-:--:-:--:-:--:-:--:-:--:-

Extraits d'une anthologie de la pensée révolutionnaire à travers les ages :

"C'est au pied du mur qu'on reconnaît le maçon"

A paraître chez François Machepro (Editeur)

= = = = =

I) L'art et la manière d'organiser les masses

"Si la classe ouvrière veut se détacher du Parti (PCF), elle ne dispose que d'un moyen :
tomber en poussière" J.P. Sartre "Temps Modernes" 1953

"Nous ne pouvons ni ne voulons unir d'autre armée que le peuple, mais pour que cette masse
se lève toute entière... Comment faire?... Il n'y a qu'un seul moyen; c'est de s'assurer
le concours de tous les chefs populaires. J'appelle chefs populaires des individus... qui
grâce à leur supériorité intellectuelle et morale exerce une grande influence."

Bakounine. "Lettre à Nettlau"

"Et finalement, le parti révolutionnaire que nous proposons aux hommes n'est rien d'autre
qu'un acte de foi envers la raison débarrassée d'un milieu qui la pourrit"

M. Joyeux "L'Anarchie et la société moderne"

"Le parti communiste (PCA) reconnaît la nécessité pour les Blancs, surtout les ouvriers
blancs, d'accepter le rôle dirigeant des Noirs" A. Davis "A. D parle"

II) Quelques leçons d'Internationalisme Proletarien

"A chacun son boche" Slogan P C F pendant la résistance

"Les colonialistes français, abusant du drapeau de la liberté, de l'égalité, de la fraternité,
ont violé notre terre et opprimé nos compatriotes... Ils ont empêché notre bourgeoisie
nationale de prospérer." Déclaration d'indépendance de la R D V 2/9/45

"Ce qu'il faut c'est chatier impitoyablement les fauteurs de troubles"

A propos de Sétif - Léon Faix dans l'Humanité du 12/5/45

"IL ne fait pas de doute que ce drapeau (l'indépendance et la souveraineté nationale), c'est
vous, représentants des partis communistes et démocratiques, qui devez le relever et le
porter en avant si vous voulez être des patriotes, si vous voulez devenir la force dirigeante
de la nation"

J. Staline - Discours au 19e congrès du P C U S

"La Chine ne doit pas être seulement le centre politique de la révolution mondiale. Elle
doit aussi en devenir le centre militaire et technique"

Mao - "Histoire de la Rev.Cul.Pro en Chine"

III) La pensée révolutionnaire à l'assaut de l'idéologie bourgeoise

"Pour moi plus j'y pense et moins je puis me rendre compte, hors de la famille et du ménage
de la destinée de la femme..." P. J Proudhon - "Système des contradictions écono"

"Produire, produire et encore produire... C'est la forme la plus élevée de votre devoir de
classe." M. Thorez aux mineurs de Waziers le 21/7/45

"Le sentiment de la patrie est comme celui de la famille, celui de la possession territoriale,
de la corporation industrielle, un élément indestructible de la conscience des
peuples..." P. J Proudhon - "De la justice dans l'Etat"

"Notre Parti, par son attachement aux valeurs morales et aux valeurs culturelles... par
son bon sens... son exaltation du travail, son goût de la netteté et de la clarté est
nécessairement un moment de la France éternelle!"

P. V Couturier - "l'humanité" du 11/7/36

IV) Le socialisme scientifique avait prévu...

"La révolution bourgeoise allemande ne saurait être que le prélude immédiat à une révolution
proletarienne." K. Marx et F. Engels - "Le manifeste" 1847

"Un jour viendra l'indépendance de l'Algérie. Mais alors la société européenne sera
renouvelée"

P. J Proudhon - "Carnets" 8/6/47

"Qu'on ne vienne pas nous chanter des airs de berceuse : tout un peuple est désormais en marche, d'un pas assuré, vers un magnifique destin"

M. Pivert - "Le Populaire" 27/5/36

"Le 14 septembre (élection) fut le point culminant du mouvement national-socialiste en Allemagne. Ce qui viendra après ne peut être qu'affaiblissement et déclin."

Rothe Fahne - 15/9/30

"Il y a tout lieu de croire que le KAPD tel qu'il est représenté par ses chefs actuels aventuriers et anarchistes, ne se soumettra pas à la décision de l'Internationale et, se retrouvant en dehors d'elle essaiera probablement avec d'autres éléments 'extrémistes de gauche' de former une IVe Internationale." L. Trotsky lors du 3eme Congrès

"Trotsky alla jusqu'à rendre hommage au courage des staliniens et à proner le soutien de leur candidat aux élections présidentielles américaines. Un trotskyste américain lui ayant objecté 'Cela nous tuerait' sa réponse fut 'Rien ne peut nous tuer camarade!'"

Juin 40 - "Front popu rév. manquée" D. Guérin

V) Après la Révolution, vues sur le Paradis Socialiste

"Le gouvernement devra quelquefois demander à certains secteurs de la classe ouvrière de se sacrifier."

E. Ché Guevara - "Ecrits politiques"

"Bien que les porte-feuilles détenus par la C.N.T soient sans importance, sa seule présence dans les ministères doit en modifier l'allure et l'action."

C.N.T - Sept 36 - "Ni Dieu ni Maître" D. Guérin

"Sans obligation du travail, sans droit de donner des ordres et d'exiger leur exécution, les syndicats perdent de leur substance, car ils sont nécessaires à l'Etat socialiste en édification, non afin de lutter pour de meilleures conditions de travail - c'est la tâche de l'ensemble de l'organisation sociale gouvernementale - mais afin d'organiser la classe ouvrière pour la production, afin de la discipliner, de la répartir, de l'éduquer, de fixer certaines catégories et certains ouvriers à leur poste pour un laps de temps déterminé, afin en un mot, d'incorporer autoritairement, en plein accord avec le pouvoir, les travailleurs dans les cadres du plan économique unique." Trotsky "Terrorisme et révolution"

"Le but suprême de l'Etat est la liberté individuelle et collective."

P. J Proudhon "Oeuvres choisies"

VI) Contributions diverses à la clarification du mouvement ouvrier

"Je salue le premier territoire socialiste libéré" Pierre Frank à la tribune de la sorbonne en 68 - "Défense du Trotskysme" S. Just

"Non! La liberté du travailleur salarié n'est pas un vain mot. La liberté... de choisir son métier... de pouvoir combattre pour améliorer ses conditions de travail..., d'aller chercher du travail ailleurs... Cette liberté a, pour contrepartie, le risque de se trouver sans boulot, mais c'est une loi générale : pas de liberté sans risque..."

R. Louzon - "Révolution Proletarienne" 8.9/50

A "Il faut chercher à nous communiquer nos expériences mutuelles de luttes révolutionnaires et à aplanir nos divergences dans un esprit de fraternité communiste et prolétarienne véritable." Secrétariat de la IVe Inter. - "Lettre ouverte au P C yougoslave" 1948

B "Les diers types suspects rassemblés autours d'une IVe Internationale, divers espions impérialistes..." Un ministre yougoslave - Bulletin d'information n° 86 Tanyug

"Toute l'histoire du bolchévisme avant et après la révolution d'Octobre abonde, en exemples de louvoiements, d'ententes et de compromis avec les autres partis, sans exepter les partis bourgeois." V. I Lénine - "Le gauchisme"

"EN PERIODE PREREVOLUTIONNAIRE, LA LUTTE DE CLASSE DEVIENT PLUS DIFFICILE"
J. Staline dit "Le père du Peuple"

Mouvement du 31 Février.

Tendance 27 heures 64.

Imprimerie spéciale :
"In Vino Veritas"

Travail exécuté par des ouvriers non-syndiqués et fiers de ne pas l'être.